

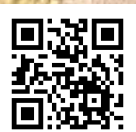
MÉTAUX PRÉCIEUX
**L'or à plus de
3.000 dollars
l'once**

P 2

POUR SA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Algérie mise sur l'élevage et l'agriculture

L'Algérie, déterminée à se libérer de la dépendance alimentaire extérieure, place le secteur agricole au cœur de sa stratégie de souveraineté alimentaire. Ce secteur constitue une véritable pierre angulaire de l'économie nationale, soutenu par des efforts constants de modernisation et l'adoption de techniques agricoles avancées. Ces progrès sont le fruit d'une politique publique ambitieuse, portée par l'engagement personnel du Président de la République. P 3



INFLATION EN JANVIER

**Des signaux
encourageants malgré
la hausse de l'IPC**

L'indice général des prix à la consommation (IPC) en Algérie a enregistré une hausse de 0,9 % en janvier 2025 par rapport au mois précédent, selon les dernières données publiées par l'Office National des Statistiques (ONS). Bien que cette reprise inflationniste marque un redressement des prix après la baisse de décembre 2024, plusieurs éléments positifs méritent d'être soulignés.

P 3

CHLEF

**Le ministre de
l'Éducation nationale
supervise les
préparatifs de la
rentrée scolaire 2025-
2026**

Ce mardi, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saadaoui, s'est rendu dans la wilaya de Chlef afin de superviser, avec les autorités et les instances locales du secteur, les préparatifs de la rentrée scolaire 2025-2026. Au cours de sa visite, il a inspecté plusieurs établissements scolaires récemment réceptionnés ou rénovés.

P 5

RAPPORT ÉCONOMIQUE
SUR L'AFRIQUE 2025

**Appel à accélérer la
mise en œuvre de la
Zone de libre-
échange continentale**



Le rapport économique sur l'Afrique 2025, publié lundi, a recommandé d'accélérer la mise en œuvre de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en le considérant comme un levier essentiel pour renforcer la croissance économique et l'intégration régionale sur le continent.

P 5

RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT

**Un modèle
de développement
durable** P 3

TIMIMOUN

**Signature d'une convention-
cadre entre l'Agence de
l'emploi et l'ANADE** P 2

NESDA

**L'agence ambitionne de
financer 11.000
microentreprises par an** P 4

TIMIMOUN
Signature d’une convention-cadre entre l’Agence de l’emploi et l’ANADE

Une convention-cadre a été signée, lundi à Timimoun, entre l’Agence de l’emploi de cette wilaya et l’antenne d’Adrar de l’Agence nationale d’appui et de développement de l’entrepreneuriat (ANADE), a-t-on appris des services de la wilaya de Timimoun. Cosignée par les responsables de l’Agence locale de l’emploi, Mustapha Kadi, et de l’ANADE-Adrar, Mabrouk Gheziri, la convention intervient en application de la convention de partenariat signée en janvier dernier entre l’Agence nationale de l’emploi (ANEM) et l’ANADE, a indiqué à l’APS le directeur de l’Emploi de Timimoun, Rachid Laid Kandsi. Cette convention vise à soutenir les opportunités d’emploi et les projets de jeunes diplômés d’instituts et d’universités. Intervenant à cette occasion, le wali de Timimoun, Benamar Souana, a mis en avant l’importance de cette convention tendant à encourager les jeunes diplômés à se lancer dans le monde de l’entrepreneuriat, à monter des petites entreprises créatrices de richesse et à impulser l’action de développement dans cette région aux importantes opportunités d’investissement.

ACCIDENTS DE LA ROUTE
22 morts et 1327 blessés en une semaine

Vingt deux (22) personnes sont décédées et 1327 autres ont été blessées dans 1132 accidents de la route survenus, durant la période du 9 au 15 mars à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Ain Defla avec trois (03) décès et 52 blessés, suite à 28 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l’extinction de 425 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d’Alger (52 incendies), Oran (24) Blida (21).

JUSTICE

Possibilité d’obtenir le certificat de nationalité sur simple présentation de la CIN ou du passeport biométrique

Le ministère de la Justice a annoncé, dans un communiqué, que les citoyens peuvent désormais obtenir leur certificat de nationalité algérienne sur simple présentation de la carte d’identité nationale (CIN) ou du passeport biométrique, sans avoir à fournir d’autres documents administratifs. Dans ce cadre, le ministère informe les citoyens qu’ils "peuvent se présenter au tribunal le plus proche pour obtenir leur

certificat de nationalité, en présentant uniquement la CIN ou le passeport biométrique, sans avoir à présenter d’autres documents administratifs, et ce après vérification de leur identité dans la base de données nationale dédiée aux certificats de nationalité". "Pour les citoyens dont l’identité n’a pu être vérifiée, le certificat sera délivré après la présentation des documents nécessaires justifiant leur droit à l’obtention de ce document, puis ils seront automati-

quement enregistrés dans la base de données, ce qui leur permettra d’obtenir le certificat en présentant uniquement la CIN ou le passeport biométrique", précise le communiqué. "Ces mesures, entrées en vigueur le 16 mars 2025, s’inscrivent dans le cadre de la poursuite des efforts du secteur de la justice en vue d’améliorer la qualité des services judiciaires et de simplifier les procédures administratives au profit des citoyens", selon le ministère.

SECOUSSE TELLURIQUE À MÉDÉA

Aucune perte en vie humaine et matériel n’a été enregistrée

Aucune perte en vie humaine et matériel n’a été enregistrée par les services de la Protection civile, suite à la secousse tellurique enregistrée ce mardi dans la wilaya de Médéa. "Suite à la secousse tellurique enregistrée dans la commune de Mihoub à Médéa, les secours de la Protection civile ont effectué des opérations de

reconnaissance dans les wilayas l’ayant ressentie, à l’instar d’Alger, Boumerdes, Blida, Bouira et Tizi Ouzou", a déclaré à l’APS le sous-directeur de l’information et des statistiques à la Protection civile Nassim Bernaoui, précisant, qu'"aucune perte en vie humaine et matériel n’a été enregistrée pour le moment". Il a ajouté que "l’opération de

reconnaissance est toujours en cours pour détecter les états de panique et de peur parmi la population", soulignant que les différentes équipes d’intervention et spécialisées sont mobilisées sur les lieux et se trouvent en état d’alerte pour gérer ce type de situation. Une secousse tellurique d’une magnitude de 5.1 degrés sur

l’échelle de Richter, a été enregistrée, ce mardi à 10h50 mn, dans la wilaya de Médéa, dont l’épicentre a été localisé à 09 Km nord-ouest de la commune de Mihoub, selon le Centre de recherche en astrophysique et géophysique (CRAAG).

AU CŒUR DE LA STRATÉGIE DU SECTEUR DE LA JEUNESSE

L’amélioration de l’attractivité des structures destinées aux jeunes

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a affirmé, lundi depuis la wilaya de Djanet, que l’amélioration de l’attractivité des structures destinées aux jeunes et leur modernisation étaient au cœur de la nouvelle stratégie de son secteur, indique un communiqué du ministère. Lors de sa visite de travail à Djanet, M. Hidaoui a inspecté plusieurs structures dédiées aux jeunes dans cette jeune wilaya, où il a écouté des exposés sur les différentes activités scientifiques et culturelles qui y sont proposées, insistant sur "la nécessité de les

dynamiser (structures) pour en faire la première destination de cette catégorie". M. Hidaoui a indiqué que son secteur œuvrait à la restructuration de ces installations de manière à ce qu’elles répondent aux exigences de l’époque, soulignant que les structures qui seront réalisées à l’avenir seront modernes pour en faire des espaces ouverts, adaptés aux nouvelles préférences des jeunes, où ils pourront passer leur temps à pratiquer leurs loisirs et à développer leurs compétences, et ce, dans le cadre de la concrétisation des aspirations du secteur visant à améliorer l’attractivité de ce type de

structures". Lors d’une rencontre avec les cadres de son secteur, M. Hidaoui a souligné l’importance d’élaborer des programmes dédiés aux jeunes, en coordination avec les autres secteurs et le mouvement associatif au niveau de ces structures, insistant sur le fait que la communication constructive et efficace avec les jeunes mérite la conjugaison de tous les efforts pour atteindre les objectifs escomptés, conformément à la vision des dirigeants politiques du pays, conclut le communiqué.

ORAN

15 ans de prison pour un commerçant spéculateur sur la banane

Le tribunal d’Es Senia (Cours de justice d’Oran) a prononcé ce lundi, une peine de 15 ans de prison ferme à l’encontre d’un commerçant impliqué dans la saisie d’une importante quantité de bananes destinées à la spéculation illégale, selon un communiqué du parquet près le tribunal d’Es Senia. Le communiqué indique : « Conformé-

ment aux dispositions de l’article 11 du Code de procédure pénale, le Procureur de la République près le Tribunal d’Es Senia informe que, dans le cadre de la lutte contre la spéculation illégale, la Brigade de Gendarmerie Nationale d’El Karma a saisi, le 14 mars 2025, une quantité importante de bananes estimée à 3.718 kg, qui étaient destinées à la

spéculation illégale. » « Le suspect, identifié comme (N.A.), a été arrêté et présenté le 17 mars 2025, devant le parquet du tribunal d’Es Senia et déferé au département des délits selon les procédures de comparution immédiate, pour le délit de spéculation illégale, où il a été condamné à 15 ans de prison et à une amende de dix millions

de dinars, avec la confiscation des objets saisis, une interdiction d’exercer une activité commerciale pendant une période de 05 ans, la radiation du registre du commerce, et une ordonnance de publication du jugement et de son affichage dans un journal national, avec son emprisonnement à l’audience », suivant le communiqué.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M’hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

POUR SA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Algérie mise sur l'élevage et l'agriculture

L'Algérie, déterminée à se libérer de la dépendance alimentaire extérieure, place le secteur agricole au cœur de sa stratégie de souveraineté alimentaire. Ce secteur constitue une véritable pierre angulaire de l'économie nationale, soutenu par des efforts constants de modernisation et l'adoption de techniques agricoles avancées. Ces progrès sont le fruit d'une politique publique ambitieuse, portée par l'engagement personnel du Président de la République, qui a constamment soutenu cette filière par des décisions fortes et structurantes, a souligné Abdellatif Dilmî, secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA).

Par Mourad A.

Lors de son intervention sur les ondes de la Radio nationale, Abdellatif Dilmî a salué la décision présidentielle d'importer un million de têtes de bétail en prévision de l'Aïd el-Adha. Cette mesure, selon lui, répond à une situation d'urgence exacerbée par plus d'une décennie de sécheresse. Le Président de la République a pris une décision courageuse et responsable pour protéger notre cheptel national et éviter une flambée des prix a-t-il expliqué. Dilmî a également rappelé que la sécheresse persistante a considérablement réduit la disponibilité en eau et en nourriture pour les animaux, favorisant ainsi les spéculations. Nous avons observé une hausse alarmante des prix en raison de la rareté des ressources et de l'intervention des spéculateurs. L'importation de bétail est donc une réponse directe et efficace pour stabiliser le marché et protéger nos éleveurs, a-t-il ajouté. Le secrétaire général de l'UNPA a aussi souligné la nécessité de protéger la richesse animale nationale en limitant l'abattage des

femelles reproductrices. Il est impératif que l'abattage ne concerne uniquement les femelles stériles, malades ou trop âgées. Cela garantira la pérennité de notre cheptel et l'avenir de notre production de viande a-t-il insisté. Il a également évoqué l'importance de lutter contre les pratiques illégales de boucherie et de renforcer les contrôles dans les abattoirs. Nous devons éloigner les spéculateurs des circuits de distribution et veiller à ce que chaque bête abattue respecte les normes sanitaires et légales. La transparence dans cette filière est cruciale pour assurer la sécurité alimentaire, a-t-il ajouté. Au-delà de ces mesures d'importation, Dilmî a plaidé pour un développement renforcé des infrastructures agricoles et pastorales. Selon lui, le succès de l'élevage dépend de la construction de barrages, de retenues d'eau et de l'aménagement de pistes pour relier les zones rurales aux grands axes. L'élevage est un pilier de notre souveraineté alimentaire. Pour le renforcer, nous devons investir dans les infrastructures de base, en facilitant notamment l'accès à l'eau et à l'électricité pour les éleveurs isolés a-t-il souligné. Il a égale-

ment suggéré d'accorder des autorisations pour l'exploitation des eaux souterraines et de promouvoir l'agriculture fourragère dans le Grand Sud, où les ressources en eau sont plus abondantes. La production d'aliments pour animaux dans ces régions permettrait de réduire les coûts et de répondre aux besoins des éleveurs des Hauts Plateaux et du nord du pays, a-t-il précisé. Enfin, Dilmî a insisté sur l'importance d'attirer les jeunes vers les métiers de l'élevage. Aujourd'hui, la majorité des éleveurs sont des personnes âgées. Il est impératif de motiver les jeunes, notamment les diplômés en quête d'emploi, à investir dans cette filière stratégique, a-t-il affirmé. Pour encourager cette dynamique, il propose de renforcer les programmes de formation, d'assouplir l'accès aux crédits bancaires et de soutenir les initiatives locales. Nous avons besoin d'une nouvelle génération d'éleveurs pour garantir notre autosuffisance alimentaire. Avec les bonnes mesures d'accompagnement, l'Algérie peut atteindre ses objectifs de production et se libérer de la dépendance extérieure, a-t-il conclu avec détermination.

RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT

Un modèle de développement durable

Par Sirine A.

Le Barrage Vert, vaste projet écologique lancé dans les années 1970 pour lutter contre la désertification en Algérie, renaît aujourd'hui avec une nouvelle dynamique axée sur le développement durable. Sa réhabilitation s'inscrit désormais dans une stratégie à long terme, visant non seulement la préservation des écosystèmes, mais aussi la création de richesses et d'emplois. C'est ce qu'a annoncé Mme Sabrina Rachedi, directrice chargée de la lutte contre la désertification et du Barrage Vert. Lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne II » de la radio nationale, Mme Rachedi a précisé que le programme national de reboisement, lancé en 2023, prévoit la plantation de 40 millions d'arbres d'ici 2025. À ce jour, 31 000 hectares ont déjà été reboisés, en particulier dans les wilayas affectées par les incendies récents a-t-elle ajouté. Ce vaste effort mobilise de , aussi bien publics que privés, illustrant une volonté collective de restaurer les écosystèmes fragilisés par les catastrophes naturelles et les actions humaines. Parmi ces acteurs, l'entreprise Faderco s'est engagée à planter 5 millions d'arbres d'ici 2030, tandis que l'opérateur de téléphonie Mobilis a déjà compensé les pertes subies par 148 agriculteurs vic-

times d'incendies en plantant près de 287 000 plants. Plus impressionnant encore, la Direction générale des forêts, en collaboration avec le groupe Sonatrach, a lancé le projet titanesque de planter 423 millions d'arbres. Des études de faisabilité sont actuellement en cours pour garantir une adaptation optimale des espèces végétales aux spécificités régionales. Le programme de réhabilitation du Barrage Vert, lancé le 29 octobre 2023, couvre une superficie de 300 000 hectares répartis sur 13 wilayas des Hauts Plateaux. L'objectif est de diversifier les espèces plantées en fonction des caractéristiques locales, incluant des arbres fruitiers, des plantes fourragères et aromatiques, des cactus, des oliviers, des pistachiers, ainsi que des essences forestières adaptées aux zones arides. Sabrina Rachedi a souligné l'importance de cette diversité végétale pour garantir une exploitation durable et maximiser les bénéfices économiques. La réhabilitation du Barrage Vert ne se limite pas à la simple plantation d'arbres. C'est un projet de développement intégré qui soutiendra l'agriculture, l'élevage et les activités économiques locales a-t-elle précisé. Au-delà de son rôle écologique, la réhabilitation du Barrage Vert représente une opportunité unique pour revitaliser l'économie des zones rurales. Ce projet est conçu pour stimuler l'acti-

tivité économique tout en créant des emplois pour les jeunes a affirmé Sabrina Rachedi. En encourageant la plantation d'arbres fruitiers et de plantes à forte valeur ajoutée, le projet vise à dynamiser l'économie locale et à offrir de nouvelles perspectives aux habitants de la région. Par ailleurs, le programme intègre une dimension préventive contre les incendies, avec la mise en œuvre d'un plan national de protection contre les feux de forêt. Cette initiative, qui mobilise l'ensemble des acteurs du secteur, prévoit des mesures proactives pour anticiper et réduire les risques entre le 1er mai et le 31 octobre 2025. Ce projet monumental incarne l'ambition de l'Algérie de conjuguer préservation environnementale et développement économique. Avec la participation active des institutions publiques et privées, le Barrage Vert reprend vie, non seulement comme une barrière contre la désertification, mais aussi comme un moteur de croissance pour les régions concernées. L'avenir du Barrage Vert repose sur l'engagement collectif et sur une gestion durable des ressources naturelles. En réhabilitant cette infrastructure verte, nous assurons non seulement la protection de nos écosystèmes, mais aussi la pérennité des activités agricoles et pastorales, a conclu Sabrina Rachedi.

INFLATION EN JANVIER

Des signaux encourageants malgré la hausse de l'IPC

Par M. A.

L'indice général des prix à la consommation (IPC) en Algérie a enregistré une hausse de 0,9 % en janvier 2025 par rapport au mois précédent, selon les dernières données publiées par l'Office National des Statistiques (ONS). Bien que cette reprise inflationniste marque un redressement des prix après la baisse de décembre 2024, plusieurs éléments positifs méritent d'être soulignés. Tout d'abord, la hausse des prix des biens alimentaires (+1,3 %) est en grande partie portée par l'augmentation des produits agricoles frais, tels que les légumes (+3,2 %), les fruits (+2,7 %) et la pomme de terre (+3,3 %). Toutefois, il est intéressant de noter que certains produits de base, tels que la viande de poulet (-8,7 %) et la viande rouge (-0,9 %), ont vu leurs prix diminuer, offrant ainsi un certain soulagement aux consommateurs. De plus, les produits alimentaires industriels enregistrent une légère baisse de 0,1 %, ce qui atténue l'impact global de l'inflation sur le panier de consommation. Un autre point positif réside dans l'évolution des prix des services. À Alger, la baisse des prix dans ce secteur (-0,9 %) a permis de limiter la pression sur les budgets des ménages, en particulier pour ceux dont la consommation est plus orientée vers les services. Cette baisse dans les services est un facteur clé qui vient en compensation des hausses dans d'autres secteurs, contribuant ainsi à atténuer l'impact global de l'inflation sur le pouvoir d'achat. En dépit d'une hausse générale des prix, il est important de souligner que l'IPC en Algérie reste relativement modéré, surtout à Alger où l'augmentation des prix à la consommation a été limitée à 0,4 %, bien en deçà de la tendance nationale (+0,9 %). Cela montre qu'à l'échelle locale, l'inflation reste sous contrôle dans certaines régions, ce qui offre un certain soulagement aux consommateurs, notamment dans la capitale. Enfin, bien que l'inflation sur un an ait atteint 3,8 %, les prix des services sont restés relativement stables (+0,7 %), ce qui reflète une certaine résilience du secteur face aux tensions inflationnistes. Les autorités poursuivent leurs efforts pour réguler le marché, et les mesures de soutien ciblées pour les ménages les plus vulnérables pourraient atténuer les effets négatifs de l'inflation persistante. En somme, bien que l'inflation demeure un défi, certains aspects positifs comme la stabilité des prix des services à Alger, la baisse de certains produits alimentaires, et la relative modération de l'IPC dans certaines régions, offrent des signaux encourageants pour les mois à venir.

TIZI-OUZOU

Entrée en production de l'entreprise Vijai electricals Algérie au premier semestre 2026

L'entreprise mixte algéro-indienne Vijai electricals Algérie (de droit algérien) pour la fabrication de transformateurs de grande puissance, en cours de construction dans la wilaya de Tizi-Ouzou, entrera en production au courant du 1er semestre 2026, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. L'usine, implantée dans la localité d'Azazga sur le site de l'entreprise algérienne de droit public électro-industrie, est dotée d'une capacité de production de 115 unités/an. Elle produira des transformateurs de grande puissance de la gamme de puissances : 40 - 60 - 120 et 300 MVA et de la gamme de tensions : 60 - 200 et 400 KV. Le wali Aboubakr Essedik Bouceta a inspecté hier, dimanche, le chantier de ce projet qui est le fruit d'un partenariat entre l'entreprise publique Igérienne électro-industrie (filiale du groupe Elec El Djazair) d'Azazga qui détient 45% du capital de Vijai electricals Algérie, l'entreprise indienne Vijai electricals limited (40% du capital) et la société nationale d'électricité de gaz (Sonelgaz, 15% du capital), a-t-on fait savoir de même source. Sur place, le chef de l'exécutif a constaté que les travaux de réalisation du projet qui a connu un retard dans sa concrétisation, ont été relancés et avancent à un rythme "appréciable", a-t-on souligné, ajoutant que l'entrée en production de la future unité industrielle interviendra durant le premier semestre de l'année prochaine 2026.

NESDA

L'agence ambitionne de financer 11.000 microentreprises par an

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) ambitionne de financer 11.000 micro-entreprises/an, a indiqué, lundi à Alger, le directeur général de l'Agence, Bilal Achacha. Dans une déclaration à la presse en marge d'une journée d'information organisée par l'Agence en partenariat avec le Crédit populaire d'Algérie (CPA) sur les formules de financement islamique destinés aux promoteurs de micro-entreprises, M. Achacha a précisé que la nouvelle stratégie visant la création de micro-entreprises et l'accompagnement des jeunes porteurs de projets, portait sur l'affectation de montants suffisants pour financer 11.000 micro-entreprises/an. Ces montants seront alloués aux entrepreneurs "sérieux", étant donné que le nouveau dispositif de l'Agence repose sur la sélection des entreprises à haut potentiel de croissance en vue de les financer, selon les explications fournies par le directeur général. Dans ce sillage, M. Achacha a rappelé que l'Agence avait financé 675 micro-en-

treprises en février dernier et qu'elle compte accélérer la cadence pour atteindre les objectifs escomptés. A noter que l'Agence contribue au financement des projets à hauteur de 25 %, tandis que le porteur de projet participe à hauteur de 5 %, contre un taux de 70 % assuré dans le cadre d'un crédit bancaire. En ce qui concerne la journée d'information, qui a vu la présence de près de 80 représentants d'entreprises dirigées par des jeunes, le directeur général a mis en avant l'importance de cette rencontre visant à faire connaître les différentes formules de financement islamique, relevant, à ce propos, que les sorties de terrain des cadres de l'Agence ont mis en évidence un besoin pressant exprimé par une grande partie de ces entreprises, de services de la finance islamique. Bientôt des financements islamiques du CPA au profit des micro-entreprises De son côté, le chef du département de la finance islamique de la banque publique, M. Mazari Sofiane, a annoncé lors de cette journée d'information que la banque s'apprêtait à lancer de nouveaux

produits dans les semaines à venir, dans le cadre de la finance islamique, destinés particulièrement aux micro-entreprises. Cela inclut le financement Mourabaha pour l'acquisition de matières premières, ainsi que des financements islamiques dédiés à la phase d'exploitation (paiement des factures, salaires des employés...), afin de permettre aux entreprises de poursuivre leur activité en toute sérénité, a expliqué M. Mazari, ajoutant que ces produits conformes aux principes de la Charia ont été validés par la Banque d'Algérie. Outre ces nouvelles formules en cours de lancement, les micro-entreprises peuvent actuellement bénéficier de financements pour l'acquisition d'équipements et de matériels via des contrats Mourabaha. La banque propose également le produit "Ijara", permettant à une entreprise d'acquérir un bien immobilier ou un local par le biais d'un contrat de location pouvant aller jusqu'à 15 ans, avec transfert de propriété après le paiement de toutes les échéances.

COMMERCE

Plus de 18.000 infractions enregistrées durant la première moitié du mois de Ramadhan

Les services du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national ont enregistré, durant la première quinzaine du mois de Ramadhan en cours, 18.797 infractions et dressé 18.267 procès-verbaux pour poursuites judiciaires, avec la proposition de fermeture de 496 commerces, indique un bilan publié lundi par le ministère. Selon la même source, ces résultats découlent de 132.250 interventions menées par les services de contrôle économique et de répression des fraudes, couvrant les différentes étapes de l'activité commerciale. Parmi ces interventions, 114.128 ont été réalisées au niveau du commerce de détail et des services (86%), 8.633 au niveau du commerce de gros (7%), 8.233 dans la production (6%) et 1.256 au niveau de l'importation (1 %). Concernant le contrôle de la qualité et la répression des fraudes, 59.860 interventions ont été effectuées, ayant permis de constater 7.591 infractions et l'établissement de 7.209 procès-verbaux, ainsi que la proposition de fermeture de 147 commerces. Ces opérations ont abouti à la saisie de plus de 2.604 tonnes et 877.328 litres de produits alimentaires non conformes, d'une valeur de 66,62 millions Da. Les mêmes services ont également prélevé 644 échantillons pour analyse, dont les résultats préliminaires révèlent que 77 échantillons (6%) sont conformes, tandis que 20 échantillons (2%) sont non conformes et 547 échantillons sont encore en cours d'analyse. S'agissant de la nature des infractions liées à la qualité et à la répression des fraudes, le ministère a indiqué que le non-respect des règles d'hygiène et de santé représentait la majorité des cas avec 57% des infractions relevées, suivi de la vente de produits impropres à la consommation (11%), le non-respect de l'autocoûtrolé (11%), le défaut d'information du

consommateur (5%), le non-respect de l'obligation de sécurité des produits (3%), ainsi que de l'opposition au contrôle (1%) et d'autres infractions représentent 12%. En matière de contrôle des pratiques commerciales, les équipes spécialisées ont effectué 72.390 interventions qui ont permis de constater 11.206 infractions et d'établir 11.058 procès-verbaux. Ces opérations ont permis de déceler un montant de 658,091 millions Da de transactions non facturées et de saisir des produits d'une valeur de 23,096 millions Da, avec la proposition de fermeture de 349 commerces. La nature des infractions liées aux pratiques commerciales concernent le défaut d'affichage des prix et des tarifs (64%), suivi par l'absence de facturation (10%), le défaut d'inscription au registre du commerce (3%) et l'opposition au contrôle (2%) et autres infractions (pratiques commerciales déloyales, pratiques trompeuses, non mise à jour des données du registre du commerce, non-dépôt des comptes sociaux)représentent 21%.

Lutte contre la spéculation : 18.542 interventions enregistrées

Concernant le bilan de la lutte contre la spéculation illicite, le nombre d'interventions s'est élevé à 18.542 interventions, permettant de constater 3 délits et d'établir 3 procès-verbaux de poursuites judiciaires. Ces interventions ont conduit à la saisie de 5,26 tonnes de produits, comprenant du café, de viandes importées et des pois verts congelés, d'une valeur globale de 6,201 millions Da. Durant les deux premières semaines du mois de Ramadhan, les services du ministère ont également renforcé le contrôle des produits réglementés et subventionnés (lait subventionné,

pain ordinaire, semoule, café vert et torréfié, haricots blancs, lentilles et riz), à travers 69.977 interventions. Ces interventions comprenaient 57.610 interventions au niveau du commerce de détail (82%), 6.391 au niveau du commerce de gros (9%) et 5.976 interventions au niveau de la production et du conditionnement (9%). Ces actions ont permis de relever 1.119 infractions, réparties entre le défaut d'affichage des prix et des tarifs (805 infractions), l'absence de facturation (142), l'application de prix illégaux

(88) ainsi que 84 autres infractions. Ces infractions ont donné lieu à l'établissement de 954 procès-verbaux de poursuites judiciaires, tandis que les gains illicites ont été estimés à plus de 1,3 million Da et le montant des transactions non facturées à plus de 44 millions Da, selon le même bilan précisant que la quantité de Produits saisis dépasse les 19.729 kg, avec la proposition de fermeture de 27 commerces.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL			وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE			
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإساعة الإستهلاك ليوم 18 مارس 2025 للوافق لـ 18 رمضان 1446 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Mars 2025 (18 Ramadan 1446)						
Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كـكـلـغـ			
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	94	108	80	البطاطا	غضـرطـازجـة
	Tomate	92	106	78	المطاطم	
	Oignon sec	51	58	45	البصل الجاف	
	Ail sec	690	771	609	الثوم الجاف	
	Carotte	69	79	60	الجزر	
	Navet	80	89	71	لفت	
	Choux fleur	87	96	78	قرنبيط	
	Choux	86	97	76	الكـرنب	
	Courgette	107	120	94	الكوسة	
	Haricot vert	478	506	449	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	96	110	82	الخس		
Fruits frais	Orange	100	130	70	البرتقال	فواكـه طازجـة
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	475	592	357	التفاح المحلي	
	Datte	539	675	403	التمر	
	Banane	687	718	656	الوز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1760	1901	1619	لحم البقر المحلي	للمنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	369	382	356	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,04	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	2500	3 500 000,00
BIOPHARM	BIO	2 610,00	2400,00	-4,38	-1,59	3,32	7,20	7,50	77	184 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 200,00	NC	0,00	-1,65	-3,31	11,57	5,88	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,27	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,11	-8,35	2,03	-	300	121 500,00

RAPPORT ÉCONOMIQUE SUR L'AFRIQUE 2025

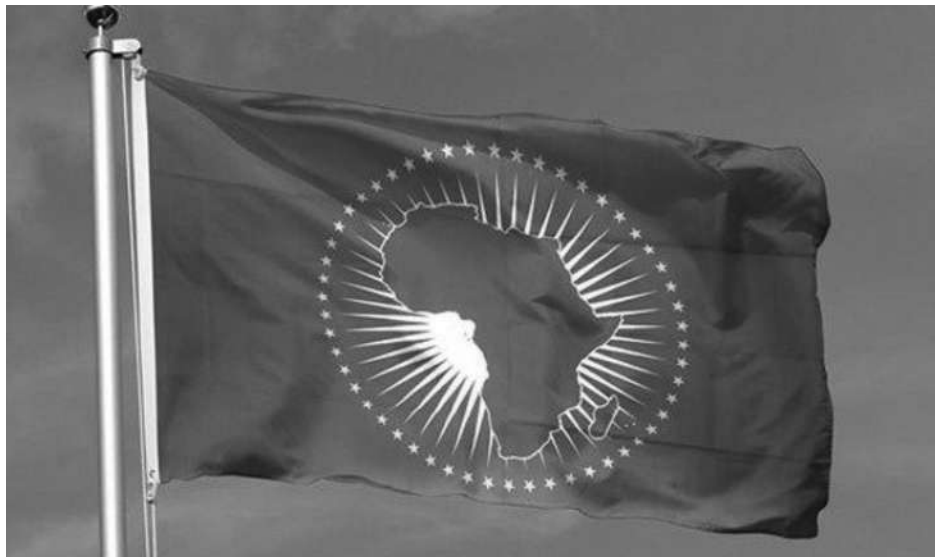
Appel à accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale

Le rapport économique sur l'Afrique 2025, publié lundi, a recommandé d'accélérer la mise en œuvre de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en le considérant comme un levier essentiel pour renforcer la croissance économique et l'intégration régionale sur le continent.

Publié à l'occasion de la 57^{ème} session de la Commission économique pour l'Afrique, dans le cadre de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, organisée par les Nations unies dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba du 12 au 18 mars, le rapport souligne l'importance d'une application complète de l'accord.

A cet égard, le document insiste sur la nécessité de réduire les droits de douane, d'éliminer les barrières non tarifaires, d'harmoniser les politiques commerciales entre les pays africains et de développer les chaînes de valeur régionales dans des secteurs stratégiques tels que l'agroalimentaire, l'industrie automobile, les produits pharmaceutiques et les énergies renouvelables, tout en intégrant les politiques climatiques dans l'exécution de l'accord.

Le rapport préconise également la simplification des procédures douanières à travers l'adoption de technologies numériques, notamment l'utilisation d'un registre électronique partagé (blockchain) et le traitement électronique des données, afin de réduire les coûts du commerce et d'améliorer l'efficacité. Il



met aussi l'accent sur l'importance de renforcer la participation des femmes à l'économie, en soutenant leur accès au financement, à l'éducation et aux compétences numériques, ainsi que d'investir dans un développement urbain durable pour créer un environnement propice à la croissance économique. Selon le rapport, l'Afrique se trouve à un "tournant décisif" de son développement, alors que les niveaux économiques d'avant la pandémie de Covid-19 n'ont pas encore été retrouvés. Dans

ce contexte, la mise en œuvre effective de la ZLECAf, signée en 2018 et entrée en vigueur en 2021, constitue "une feuille de route pour une croissance inclusive et durable". Le rapport prévoit que l'accord pourrait entraîner une augmentation de 45 % du commerce intra-africain d'ici 2045 et une progression de 1,2 % du produit intérieur brut (PIB) du continent, favorisant ainsi l'intégration économique et stimulant le développement. Par ailleurs, le rapport souligne la né-

cessité d'investir 120,83 milliards de dollars dans le secteur des transports d'ici 2030 pour renforcer les infrastructures. Il recommande également de simplifier les réglementations pour faciliter l'accès aux marchés et de promouvoir l'innovation et la numérisation comme piliers essentiels de la transformation économique.

Commentant le rapport, le secrétaire général adjoint des Nations unies et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, Claver Gatete, a indiqué que les prévisions tablent sur une baisse du ratio dette/PIB en Afrique, passant de 67,3 % en 2023 à 62,1 % en 2025. Il a toutefois jugé cette amélioration "insuffisante" pour atteindre les objectifs de développement durable.

M. Gatete a estimé que l'Afrique dispose d'une "opportunité unique" de redéfinir sa trajectoire économique en mettant en œuvre l'accord sur la ZLECAf. Selon lui, cette initiative permettrait au continent de passer d'un simple fournisseur de matières premières à un producteur de biens et de services à valeur ajoutée, tout en favorisant l'émergence d'une économie plus compétitive et innovante.

ILLIZI

Hidaoui souligne l'importance du bénévolat dans le développement du sens de la citoyenneté et de l'esprit civique

Le ministre de la jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la Jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a souligné, lundi soir à Illizi, l'importance du bénévolat dans le développement du sens de la citoyenneté et de l'esprit civique chez les jeunes. Les initiatives bénévoles de solidarité, menées par les

jeunes aux quatre coins du pays à l'occasion du mois de Ramadhan, revêtent une grande importance dans la promotion des valeurs de citoyenneté et le développement de l'esprit civique au sein de cette catégorie de la société, a affirmé M. Hidaoui, alors qu'il prenait part à un repas d'Iftar collectif à l'auberge de jeune "Chikhi Cheikh".

Rappelant que les jeunes ont lancé la deuxième édition de la campagne nationale intitulée "Bravo les jeunes", en vue de stimuler et encourager les jeunes activant dans le cadre du bénévolat, M. Hidaoui a souligné que cette campagne reflète "l'esprit altruiste et les valeurs d'entraide et de cohésion sociale prévalant durant le mois de la bonne action", et

s'inscrit dans l'esprit même du décret instituant le Conseil supérieur de la jeunesse, qui fixe parmi ses missions la consolidation de l'esprit patriotique et l'encouragement des initiatives juvéniles de solidarité". Il a fait remarquer, en outre, "l'implication cette année du ministère de la Jeunesse dans le bénévolat, en mobilisant les

maisons, auberges et campings de jeunes à la disposition des acteurs de la société civile, œuvrant ainsi à la concrétisation des valeurs de solidarité ancrées au sein de la société algérienne, à travers la distribution de repas chauds aux passagers et nécessaires, tout au long du mois de Ramadhan béni".

CHLEF

Le ministre de l'Education nationale supervise les préparatifs de la rentrée scolaire 2025-2026

Ce mardi, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saadaoui, s'est rendu dans la wilaya de Chlef afin de superviser, avec les autorités et les instances locales du secteur, les préparatifs de la rentrée scolaire 2025-2026. Au cours de sa visite, il a inspecté plusieurs établissements scolaires récemment réceptionnés ou rénovés. « Nous sommes sur le terrain pour identifier et lever les contraintes, afin d'assurer

de bonnes conditions d'apprentissage pour les élèves et de travail pour les enseignants et le personnel administratif », a-t-il expliqué dans une déclaration à la presse. Le ministre a également souligné l'importance du respect des délais impartis pour la réalisation des projets de construction de nouvelles écoles, ainsi que pour leur dotation en cantines et en terrains destinés à la pratique du sport scolaire. Il a appelé que le secteur accorde une

attention particulière au sport scolaire. D'autant que le pays participe à des compétitions nationales et internationales. Il a affirmé que le sport scolaire constitue un vecteur de rapprochement entre les nations du continent noir. Par ailleurs, le ministre a évoqué les mesures prises pour régulariser la situation des enseignants contractuels, précisant que, quel que soit le mode de recrutement adopté, l'expérience accumulée par ces enseignants sera dû-

ment prise en compte. Il a abordé aussi les résultats de la concertation avec les partenaires sociaux sur l'enrichissement du statut particulier des personnels de l'éducation nationale et du régime indemnitaire. Il a indiqué que la commission chargée d'examiner les propositions finalisera son travail le 6 avril prochain. A partir de cette date, la tutelle engagera des discussions bilatérales avec les syndicats agréés.

M'SILA

Mise en service de 3 forages pour renforcer l'alimentation en eau potable d'Ouled Derradj et du chef-lieu de wilaya

Trois forages destinés à renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) des deux communes d'Ouled Derradj et M'sila ont été mis en service, a indiqué lundi le directeur de wilaya de l'hydraulique. Dans une déclaration à l'APS, M. Nadjib Ferdjeli a précisé que l'opération menée dimanche a porté sur la mise en service de deux forages dans la région de Khebab, située dans la commune de Souamaa, destinés à l'approvisionnement des habitants d'Ouled Derradj, et d'un troisième dans la même région destiné à alimenter les habitants du chef-lieu de wilaya. Chacun de ces forages dont la profondeur atteint 250 mètres jouit d'un débit de 10 litres/seconde soit 864 m3 par jour qui représente un volume "acceptable" pour augmenter l'approvisionnement en eau des régions concernées, a indiqué le même responsable. Selon la même source, ces forages ont été dotés d'équipements hydro-électromécaniques, de pompes submergées et de transformateurs outre leur raccordement au dispositif d'approvisionnement en eau potable. Ces opérations visent à mettre fin au problème de perturbations de l'approvisionnement en eau potable dans la commune d'Ouled Derradj et la partie Est de la ville de M'sila et seront suivies par d'autres actions similaires au profit des localités confrontées au même problème de toutes les communes de la wilaya, selon le même responsable.

BLIDA

L'acquisition d'équipements d'hygiène a contribué à l'amélioration du cadre de vie des citoyens

Le renforcement des communes de Blida avec de nouveaux équipements d'hygiène a contribué à une meilleure prise en charge des déchets, synonyme d'une amélioration du cadre de vie des citoyens, a affirmé, lundi, le directeur local de l'environnement, Ouahid Tchachi.

Les 25 communes de Blida ont bénéficié de nouveaux équipements d'hygiène, représentés par 40 camions compacteurs et 10 tracteurs, distribués notamment au profit des localités connues pour leurs ruelles exigües et leurs haouchs, a déclaré à l'APS, M. Tchachi, soulignant la contribution de ce matériel dans l'amélioration de la prise en charge des déchets. A noter que la wilaya de Blida a affecté une enveloppe de 730 millions DA pour le programme d'acquisition de 40 camions compacteurs et 10 tracteurs, dont l'opération de distribution aux communes de la wilaya a été achevée avant le mois sacré du Ramadhan. Parallèlement à cette opération, la wilaya a enregistré l'installation de près de 5.000 conteneurs en métal dans différents points de collecte des cités populaires et lotissements, sur un total de

14.000 unités prévues. L'opération d'installation des conteneurs restants sera achevée dans les prochains jours, a ajouté M. Tchachi. Cette amélioration de la gestion des déchets est, également, le fruit de l'extension du Centre d'enfouissement technique (CET) d'Ouled El Alleug, dont la capacité a été portée à un (1) million M3 de déchets, outre sa dotation avec une unité de tri et de valorisation des déchets (plastique, métal, papier, carton et verre), d'autant plus que les sept sites de traitement des déchets de la wilaya affichent actuellement des taux de saturation estimés entre 120 à 300%. Selon M. Tchachi, un volume global de 15.957 tonnes de déchets a été collecté par les CET de la wilaya de Blida, durant la première quinzaine du mois sacré, soit une hausse de 2.152 tonnes comparative-ment à la même période de l'année der-

nière (2024). Sachant que cette différence de 2.152 tonnes de déchets équivaut à deux jours de collecte de déchets dans cette wilaya dont le volume quotidien de déchets est estimé à 1.100 tonnes, durant le reste de l'année. A noter la hausse constante du volume des déchets rejeté durant le mois sacré à Blida, la première quinzaine du Ramadhan 2024 ayant enregistré 14.084 tonnes, contre 13.431 tonnes de déchets à la même période de 2023. Cette hausse s'explique notamment par l'extension urbaine en cours, suite à la réception de logements au niveau des nouveaux pôles urbains de partie -Est de la wilaya, à l'instar de Sidi Sarhane à Bouinane, "Hai Safsaf" et "Haouch Errih" à Meftah, selon la même source.

MOSTAGANEM

Réouverture de la vieille mosquée historique El Badr

La mosquée "El Badr", à valeur historique, a été rouverte lundi à Mostaganem, suite à une vaste opération de rénovation de ses différents équipements et annexes, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Les autorités locales civiles et militaires, en présence d'un grand nombre d'imams et de citoyens, ont assisté à la réouverture de cet édifice religieux, mis désormais à nouveau au service des fidèles, à l'occasion de l'anniversaire de la grande bataille de Badr, célébrée chaque année au 17e jour du mois sacré de Ramadhan. La wilaya de Mostaganem a alloué une somme de 75 millions DA pour la réhabilitation de cette mosquée et la remise en valeur de ses différents équipements, a indiqué la même source. Par la suite, la bibliothèque annexée à la mosquée a égale-



ment bénéficié d'une opération similaire pour rénover sa façade extérieure, pour laquelle une enveloppe de 55 millions DA a été consacrée. Ce bâtiment com-

prend, en plus de la bibliothèque, un musée communal, une salle d'exposition et d'autres installations. Dans le cadre de l'amélioration

urbaine de toute cette zone du centre-ville, une opération d'aménagement de la place publique mitoyenne de la mosquée a également été réalisée, pour un coût total estimé à 65 millions DA. Une opération de rénovation des bâtiments historiques environnants, appelés localement "les arcs", sera également réalisée ultérieurement, a-t-on précisé. La mosquée "El Badr" est une des plus anciennes mosquées dans la wilaya de Mostaganem ayant été démolie par le colonisateur français et transformée en église en 1847. Après l'indépendance, cette église a été reconvertie en mosquée. Plusieurs rénovations y ont été effectuées et un minaret a été construit. Après 176 années, cet édifice religieux demeure un symbole et un des monuments historiques de la wilaya de Mostaganem, souligne-t-on.

BATNA

Distribution de 780 lunettes de vue pour des écoliers de 35 communes

Plus de 780 lunettes de vue ont été distribuées lundi à des écoliers de 35 communes de la wilaya de Batna au Centre de diagnostic, de dépistage et de traitement de la Caisse nationale d'assurance sociale des travailleurs salariés (CNAS). L'opération supervisée par le wali, Mohamed Benmalek s'inscrit dans le cadre de la campagne de dépistage de la

myopie chez les écoliers âgés de moins de 12 ans initiée et financée par la wilaya de Batna. Selon les explications données à l'occasion par le directeur de l'agence locale de la CNAS, Amar Gherab, l'opération a concerné au total 1.140 enfants scolarisés habitant pour leur majorité des localités reculées. Lors de la première phase de cette opération, 360 lunettes de vue avaient

été distribuées il y a quelques mois à des écoliers atteints de myopie originaires de 26 communes. Un staff de médecins spécialistes dont des bénévoles a assuré les consultations nécessaires au niveau du Centre de diagnostic, de dépistage et de traitement de la CNAS, selon les explications données à l'occasion. Le wali a inscrit cette initiative dans le

cadre des campagnes de solidarité lancées par la wilaya en coordination avec l'APW ayant permis d'assurer jusqu'à maintenant au profit de malades des localités reculées des interventions chirurgicales sur la hanche et le genou, de correction de malformations congénitales ainsi que des interventions de chirurgie ophtalmique de la cataracte.

L'impact de l'IA sur les emplois sera peut-être moindre dans les pays en développement

L'intelligence artificielle transforme le paysage du travail, mais ses répercussions sur la main-d'œuvre pourraient ne pas être les mêmes dans toutes les régions du monde. La plupart des discussions sur l'IA et l'emploi se concentrent sur les pays à revenu élevé, là où la technologie menace de remodeler des industries entières. Cependant, quelles seront les conséquences de l'IA pour les travailleurs des pays en développement, qui représentent 80 % de la main-d'œuvre mondiale ?

Par Gabriel Demombynes; Jörg Langebein et Michael Weber

Pour mieux comprendre l'impact de l'IA sur le marché du travail dans les pays en développement, nous avons récemment publié un article (a) analysant des données provenant de 25 pays et couvrant une population de 3,5 milliards de personnes. Nous avons évalué le niveau d'exposition des travailleurs de tous ces pays, c'est-à-dire la mesure dans laquelle leur emploi pourrait être effectué à l'aide de l'IA. Selon nos conclusions, les effets de l'IA sur l'emploi seront plus progressifs dans les pays du Sud, en particulier dans les pays à faible revenu.

L'exposition à l'IA diffère selon le niveau de revenu

Le degré d'exposition des emplois à l'IA varie considérablement : certaines professions telles que les couvreurs sont très peu affectées, ce qui signifie qu'il est peu probable que l'IA ait une incidence sur leur travail. En revanche, des emplois comme les gestionnaires de paie sont très exposés, par conséquent l'IA pourrait modifier considérablement l'organisation de leurs activités. Dans l'ensemble, la plus grande concentration de travailleurs se trouve dans des professions moyennement ou faiblement exposées à l'IA, telles que les mécaniciens automobiles par exemple. Il ressort de notre analyse que les travailleurs des pays à revenu faible sont nettement moins exposés à l'IA que ceux des pays à revenu élevé, les pays à revenu intermédiaire se situant entre les deux. Cela s'explique en partie par la structure différente du marché du travail dans les pays en développement, où l'on trouve davantage d'emplois impliquant un travail manuel ou une interaction humaine, des métiers qui se prêtent moins aux changements apportés par l'IA. Nous avons également montré que le manque d'accès à l'électricité et à l'internet limite aussi l'exposition, en particulier dans les pays à faible revenu. Notre étude met aussi en évidence des différences démographiques : les femmes sont en général davantage exposées à l'IA que les hommes, mais seulement dans les pays à revenu élevé et intermédiaire de la tranche supérieure. Par ailleurs, contrairement aux pays riches où les travailleurs plus âgés sont



les plus exposés aux évolutions liées à l'IA, les différences en fonction de l'âge sont minimales dans les économies en développement.

En quoi consiste l'exposition à l'IA ?

Pour calculer notre indice d'exposition à l'IA, nous commençons par examiner l'ensemble des tâches qui composent chaque emploi. Ensuite, à partir de travaux antérieurs, nous attribuons un degré d'exposition à chacune d'entre elles, puis nous agrégeons les résultats pour obtenir la valeur d'exposition à l'IA pour chaque emploi. Enfin, nous établissons une correspondance entre l'exposition à l'IA par emploi et chaque travailleur individuel selon les données d'enquête sur la main-d'œuvre réalisées dans le monde entier. Il est important de préciser que l'exposition à l'IA ne signifie pas nécessairement qu'une tâche, ou la totalité d'un emploi, sera remplacée par l'IA. Cette exposition peut avoir trois conséquences :

1- Automatisation : l'AI prend entièrement en charge certaines tâches et réduit ainsi le besoin d'intervention humaine.

2-Amélioration : l'IA améliore la productivité humaine et permet aux travailleurs d'effectuer des tâches plus effica-

cement.

3-Restructuration : l'IA modifie l'éventail des tâches d'un métier, ce qui peut conduire à de nouvelles descriptions d'emploi reposant sur des compétences différentes. Dans la pratique, ces trois phénomènes se manifesteront probablement différemment selon les secteurs et les économies. L'IA pourrait également créer des catégories d'emplois entièrement nouvelles que nous n'imaginons pas encore. Comme l'indique une récente étude des National Academies portant sur les États-Unis (a), « la période actuelle est trop incertaine pour pouvoir prédire l'avenir de l'emploi ». Malgré cette incertitude, nos résultats offrent une projection solide : l'impact de l'IA sur l'emploi sera plus ténu et plus lent à se concrétiser dans de nombreux pays en développement, en particulier dans les régions où l'accès à l'électricité ou à l'internet demeure limité. Implications en matière de politiques publiques : préparer les pays en développement à l'avenir de l'IA. Compte tenu de ce qui précède, quelles mesures les décideurs politiques peuvent-ils prendre pour s'assurer que l'IA profite aux travailleurs des économies en développement au lieu de les écarter ? Développer les infrastructures numé-

riques et énergétiques. Un accès fiable à l'électricité et à l'internet — notamment dans les zones rurales — sera essentiel pour permettre l'adoption de l'IA là où elle peut être la plus bénéfique. Donner la priorité à l'amélioration par l'IA plutôt qu'à l'automatisation. Encourager les applications de l'IA qui amélioreront la productivité humaine plutôt que de remplacer les travailleurs peut contribuer à protéger les moyens de subsistance et à stimuler une croissance économique inclusive. Tirer parti de l'IA pour les services de santé et l'éducation. L'IA a le potentiel de remédier aux pénuries de capital humain dans des secteurs critiques comme la médecine et l'éducation, en rendant ce type d'expertise plus accessible. Si l'IA transforme l'économie mondiale, ses répercussions ne seront pas uniformes. Dans de nombreux pays en développement, les bouleversements se produiront à un rythme plus lent, ce qui donne aux gouvernements et aux entreprises la possibilité de mieux façonner la contribution de l'IA à l'évolution de la main-d'œuvre. Grâce à des politiques proactives, ces pays pourront exploiter l'IA pour autonomiser les travailleurs au lieu de les remplacer. Source: Banque mondiale

RAMADHAN

Les dirigeants saoudiens approuvent le versement de plus de 3 milliards de riyals

Les dirigeants saoudiens ont approuvé le versement de plus de 3 milliards de riyals saoudiens (800 millions de dollars; 1 dollar = 0,92 euro) aux bénéficiaires de la sécurité sociale dans le cadre d'une initiative d'aide pendant le mois sacré du Ramadan. Sous la direction du roi Salmane et du prince héritier Mohammed ben Salmane, ce programme permettra de répondre aux besoins des familles bénéficiaires et de satisfaire leurs exigences pendant le Ramadan, a rapporté l'Agence de presse saoudienne. Plus de 3 milliards de riyals saoudiens seront distribués de la manière suivante: chaque soutien de famille recevra 1 000 riyals et chaque personne à charge du foyer recevra 500 riyals. Les fonds seront déposés directement sur les comptes bancaires des bénéficiaires le mardi 18 mars, a précisé l'Agence de presse saoudienne. Le ministre saoudien des Ressources humaines et du Développement social, Ahmad ben Soulaïmane al-Rajhi, a exprimé sa gratitude aux dirigeants saoudiens pour avoir contribué à fournir aux citoyens des moyens de subsistance décents. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement saoudien pour améliorer la qualité et le niveau de vie des bénéficiaires de la sécurité sociale, en particulier pendant le Ramadan, a conclu l'agence.

EGYPTE

Une entreprise chinoise investit 10 millions \$ dans une usine textile à Qantara Ouest

L'industrie textile égyptienne connaît un essor soutenu, porté par une série d'investissements étrangers. Le Conseil des exportations de vêtements prêts-à-porter ambitionne d'atteindre 3,3 milliards \$ de recettes en 2025.

En Egypte, l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone) a conclu un accord d'exploitation de 10 millions \$ avec JiangSu GuoTai International Group (GTIG), un conglomérat chinois spécialisé dans le textile, pour établir une usine de confection de vêtements dans la zone industrielle de Qantara Ouest. Selon le communiqué du gouvernement égyptien, publié le dimanche 16 mars, cette usine, qui s'étendra sur 21 000 mètres carrés, permettra la création de 2000 emplois directs. Son activité sera entièrement tournée vers l'exportation. Cet accord s'inscrit dans une série d'investissements



étrangers dans la zone industrielle de Qantara Ouest, notamment dans le secteur textile. Depuis quelques années, la SCZone a signé 15 contrats d'usufruit, représentant un engagement financier total de 490 millions \$ et couvrant une superficie de plus de 1,031 million de mètres carrés. Ces

projets ont permis la création de plus de 20 000 emplois, avec un taux d'exportation moyen de 80%, principalement à destination de l'Europe et des Amériques. Dans cette dynamique, d'autres groupes chinois ont choisi d'investir à Qantara Ouest. Parmi eux, Changzhou

Kingcason Printing & Dyeing Co. prévoit d'implanter une unité de filature, teinture, impression, tricotage et design textile, avec un budget de 24,5 millions \$. Shanghai Honour Home Textile quant à lui, lancera une usine spécialisée dans la production de divers articles, entièrement dédiée à l'exportation. Ces initiatives renforcent l'attractivité de Qantara Ouest. Elles devraient stimuler les exportations égyptiennes et contribuer à l'objectif du Conseil des exportations de vêtements prêts-à-porter, qui ambitionne d'atteindre 3,3 milliards \$ de recettes en 2025, soit une croissance de 16% par rapport aux niveaux actuels.

TUNISIE

66 millions \$ pour la construction de nouveaux silos d'ici à 2027

En Tunisie, comme dans le reste de l'Afrique du Nord, le blé, le maïs et l'orge sont les principales céréales cultivées et commercialisées. Acteur clé de la politique nationale de sécurité alimentaire du pays, l'Office des céréales prévoit d'investir dans de nouvelles infrastructures de stockage. En Tunisie, l'Office des céréales (OC) a l'intention de construire de nouveaux silos pour accroître sa capacité de stockage de 120 000 tonnes au cours des deux prochaines années. C'est ce qu'a révélé Salwa Ben Hadid Zouari PDG de l'organisme public, qui se confiait à l'agence Tunis Afrique presse (TAP) le 16 mars. Selon la responsable, ce projet devrait mobiliser un investissement total de 205 mil-

lions de dinars (66,5 millions \$). Dans les détails, les villes de Radès, Sousse et de Sfax ont été choisies pour abriter les nouveaux silos. Une fois en service, ces infrastructures devraient faire passer à 628 000 tonnes la capacité totale de stockage dont dispose l'Office des céréales dans le pays. L'investissement de l'OC dans l'accroissement de sa capacité de stockage devrait lui permettre d'améliorer la collecte de céréales au niveau national, mais aussi de disposer d'une plus grande marge de manœuvre pour les achats sur le marché international. L'organisme public pourra ainsi mieux gérer les flux d'importation, stocker à des périodes où les prix sont bas et éviter les pénuries en cas de tensions sur les

marchés mondiaux. Il convient de noter que la Tunisie dépend à hauteur de 80 % des importations pour ses besoins en céréales. Selon les données compilées par l'Observatoire National de l'Agriculture (Onagri), le pays d'Afrique du Nord a importé 4,1 millions de tonnes de céréales en 2024. Sur ce total, le blé tendre arrive en tête, comptant pour 36,5 % des achats, suivi du maïs (27 %), de l'orge (19,2 %) et du blé dur. Par ailleurs, la Tunisie qui cherche à augmenter sa production locale de blé, a par exemple décidé d'augmenter la surface consacrée à la céréale de 200 000 hectares pour le compte de la campagne agricole 2024/2025.

ÉGYPTE ET SCATEC

Ils renforcent leur coopération pour la transition énergétique

Scatec renforce son partenariat avec l'Égypte en inscrivant de nouveaux projets d'énergies renouvelables au programme NWFE. Après son expansion récente au Botswana, l'entreprise confirme son rôle clé dans la transition énergétique en Afrique. La société norvégienne Scatec ASA active dans les énergies renouvelables, et l'Égypte consolident leur partenariat pour la transition énergétique du pays. Lors d'une rencontre le samedi 15 mars entre Dr. Rania A. Al-Mashat, ministre égypt-

tien de la Planification, et le PDG de Scatec, Terje Pilskog, les deux parties ont réaffirmé leur engagement à développer des projets stratégiques dans le cadre du programme NWFE, qui vise à accélérer l'agenda national en matière de climat. Déjà impliqué en Égypte dans des infrastructures majeures comme le complexe solaire de Benban, Scatec prévoit d'élargir ses investissements pour accompagner le pays dans sa transition verte. La ministre Al-Mashat a souligné l'importance d'une coopération durable avec l'entreprise,

qui bénéficie désormais d'un cadre d'investissement plus attractif grâce aux réformes mises en place par le gouvernement et aux mécanismes de financement internationaux. La société norvégienne a de son côté confirmé sa volonté de renforcer sa présence en Égypte en diversifiant ses projets, notamment dans l'hydrogène vert et l'ammoniac vert, essentiels pour positionner le pays des pharaons comme un hub régional des énergies propres. Récemment, l'entreprise a signé un accord avec Egypt Aluminum pour développer

une centrale solaire de 1,1 GW destinée à alimenter le complexe industriel de Nagaa Hammadi, l'un des plus grands producteurs d'aluminium du pays. Présent également en Afrique australe, notamment en Afrique du Sud et au Botswana, Scatec joue un rôle clé dans la transition énergétique africaine. Son ancrage renforcé en Égypte confirme l'importance du pays comme marché stratégique pour l'essor des énergies renouvelables sur le continent.

EN 2024

Baisse de 17% des levées de fonds des start-up agrifoodtech africaines

Le rapport souligne que les levées de fonds réalisées par les jeunes pousses africaines qui mettent l'innovation technologique au service de l'agriculture et de l'alimentation demeurent concentrées au Kenya et au Nigeria, deux pays disposant d'écosystèmes assez développés.

Les levées de fonds des start-up africaines opérant dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation (agrifoodtech) se sont établies à 192 millions de dollars en 2024, enregistrant ainsi une baisse de 17% par rapport à 2023, selon un rapport publié le jeudi 6 mars par le fonds de capital-risque AgFunder. Intitulé « Global AgriFoodTech Investment Report 2025 », le rapport révèle que ce montant représente un peu plus de 1% du total des levées de fonds réalisées dans le secteur à l'échelle mondiale et 5% des financements mobilisés au niveau de l'ensemble des pays en développement, l'an passé. Le Kenya et le Nigeria ont maintenu leur leadership, avec respectivement 95 millions et 26 millions de dollars levés par les start-up de l'agrifoodtech durant l'année écoulée. Ces deux pays, qui abritent certaines des plus grandes pé-

pites de la tech spécialisées dans ce domaine à l'échelle continentale comme SunCulture, Thrive Agric, Releaf, et Apollo Agriculture, ont ainsi accaparé 63% des fonds mobilisés. La plus grosse transaction a concerné la mobilisation par SunCulture, une start-up kényane spécialisée dans l'irrigation de précision solaire, d'un financement de série B de 28 millions de dollars auprès d'un groupe d'investisseurs internationaux, dont Reed Hastings, Acumen Fund et The Schmidt Family Foundation. Le nombre de transactions recensées dans le secteur à l'échelle africaine durant l'année écoulée s'est, quant à lui, établi à 91 deals, soit une baisse de 19% par rapport à l'année précédente. Le recul des levées de fonds et du nombre des transactions conclues entre les acteurs de l'industrie du capital-risque et les jeunes pousses qui révolutionnent

l'agriculture et les industries agroalimentaires en Afrique s'explique essentiellement par la persistance des incertitudes macroéconomiques mondiales. Les taux d'intérêt élevés, la volatilité des taux de change et l'inflation persistante ont agi comme des repoussoirs pour les investisseurs. La répartition des levées de fonds réalisés par ces start-up au cours de l'année écoulée, selon leur position dans la chaîne de valeur agroalimentaire montre que la catégorie « Upstream Tech », qui se situe en amont de la chaîne de valeur et inclut, entre autres, la robotique, les capteurs sensoriels, les aliments alternatifs, les logiciels de gestion agricoles, les fintech et les marketplaces, tient le haut du pavé en termes de levées de fonds (117,3 millions de dollars) et de nombre de transactions (63).

CÔTE D'IVOIRE

Aménagement d'une zone agroforestière à Sassandra

En Côte d'Ivoire, la progression de la déforestation au cours des dernières années met en évidence les impacts significatifs de l'agriculture extensive sur l'environnement. Face à cette situation, le gouvernement promeut depuis quelques années l'agroforesterie. En Côte d'Ivoire, le gouvernement prévoit de créer 5 zones d'agroforesterie permanente d'une superficie totale de 20 000 hectares dans le département de Sassandra, au profit des agricul-

teurs. Cette initiative sera financée dans le cadre du projet de réhabilitation de la réserve forestière d'Okromodou approuvé le vendredi 14 mars pour un coût total de 42 milliards de francs CFA (69,6 millions \$). Selon les informations relayées par l'Agence ivoirienne de presse (AIP), ces nouvelles zones d'agroforesterie permanentes annoncées pourraient bénéficier d'infrastructures socioéconomiques telles que des systèmes d'adduction d'eau potable, l'électrification, la

construction de centres de santé et d'écoles. Pour l'heure, la date de démarrage des travaux d'aménagement et leur durée de réalisation n'ont pas encore été révélés. Il convient de noter que le développement de l'agroforesterie est l'une des solutions promues par l'État ivoirien dans son nouveau code forestier adopté en 2019 pour freiner la déforestation qui a progressé de façon alarmante au cours des dernières années, principalement en raison de l'expansion de la culture cacaoyère.

Dans le pays, la superficie forestière a chuté de 83 %, passant de 17 millions d'hectares en 1960 à 3 millions d'hectares en 2024, selon les données officielles. Toutefois, le gouvernement ambitionne de faire passer la couverture forestière du pays à 6,5 millions d'hectares à l'horizon 2030 à travers la multiplication de projets de reboisement et d'agroforesterie. En Côte d'Ivoire, la réserve forestière d'Okromodou a été créée en 1936 et occupe une superficie totale estimée à 96 443 hectares.

NAMIBIE

Woodside abandonne son projet d'entrer dans l'offshore pétrolier

Woodside Energy était pressentie pour entrer dans l'offshore pétrolier en Namibie cette année alors qu'en décembre 2024, Pancontinental Energy annonçait son intention de lui céder une partie de ses intérêts dans le PEL 87. Woodside Energy ne fera finalement pas son entrée dans l'exploration pétrolière offshore en Namibie. La multinationale australienne qui devait acquérir une participation dans le bloc PEL 87 du bassin d'Orange, a annoncé lundi 17 mars qu'elle renonçait à son option.

Cette annonce intervient alors que, selon le fournisseur de données Westwood, le bassin d'Orange recèle un fort potentiel pétrolier malgré les récentes dépréciations d'actifs chez TotalEnergies, Shell et Chevron qui ont semé le doute sur la viabilité économique de la région. Les raisons exactes de la décision de Woodside n'ont pas été communiquées. Cette décision complique la situation pour Pancontinental Energy, qui espérait céder 56 % de sa participation de 75 % dans le bloc afin de financer la

recherche d'hydrocarbures sur le site. Pancontinental Energy et ses partenaires, dont Sintana Energy et Custos Energy, cherchent déjà un nouvel investisseur pour financer le forage, mais ce processus pourrait s'avérer long. « Nous sommes impatients de déployer notre portefeuille de relations avec les opérateurs, y compris les supermajors, pour mettre en valeur le potentiel de PEL 87 », a déclaré Knowledge Katti, directeur général de Custos et administrateur de Sintana qui s'est exprimé sur le sujet.

De son côté, Robert Bose, directeur général de Sintana, a souligné que les données issues de la campagne d'acquisition sismique financée par Woodside « permettent aux partenaires de PEL 87 d'accélérer les discussions relatives à l'exploitation. » Si un nouvel investisseur prend le relais sur le PEL 87, le bassin d'Orange pourrait regagner en attractivité. Dans le cas contraire, la Namibie devra convaincre qu'elle reste toujours une terre d'opportunités pour le pétrole et le gaz, et non un pari risqué.

SÉNÉGAL

Après Al Rahma, le Fonds islamique de relance investit dans 5 PME

Deux mois après son investissement dans la microfinance islamique le Fonds islamique de relance finance cinq nouvelles PME sénégalaises dans l'agroalimentaire, le textile et la santé pour soutenir leur croissance sur le marché local. Depuis le début de l'année 2025, le Fonds Islamique de Relance (FIR), filiale du Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (Fonsis) a déjà injecté 3,08 milliards FCFA (4,9 millions \$) dans 6 entreprises sénégalaises. Son récent investissement, soit 586,5 millions FCFA, annoncé le samedi 15 mars, va à l'encontre de cinq entreprises évoluant dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, le textile et la santé. Bien que le montant attribué à chaque entreprise ne soit pas précisé, le FIR octroie généralement des financements conformes à la loi islamique, allant de 10 à 50 millions FCFA. Les bénéficiaires de cette nouvelle enveloppe sont : Dialibatou, Contanna, Prozen Industries, By Tchico et la Clinique du Littoral. Dialibatou, spécialisée dans la torréfaction et la production de café, commercialise la marque Dialibatou Café Touba. Fondée en 2018 par Magatte Faye, l'entreprise avait reçu en 2022 un financement du WE! Fund, une filiale du Fonsis dédiée aux femmes entrepreneures. Grâce à ce soutien, elle a modernisé sa production et renforcé sa position sur le marché local du café. A cette période, Dialibatou représentait le deuxième projet emblématique soutenu par WE! Fund. Contanna est spécialisée dans la valorisation des plantes africaines via la production d'une gamme de tisanes à base de plantes médicinales et aromatiques locales. Lauréate d'un financement de la Banque africaine de développement (BAD) en 2022, elle compte utiliser les fonds du FIR pour structurer et accélérer son expansion. Prozen Industries est quant à elle active dans la chaîne du froid. Elle propose des solutions de stockage réfrigéré pour les industries agroalimentaire et halieutique. Fondée en 2016 par Mamadou Dame Sidy Diop, elle ambitionne d'améliorer la conservation des produits agricoles et de la pêche.

CAC 40

Paris en hausse veut croire au plan d’investissements allemand

La Bourse de Paris évolue en hausse mardi, portée par l'espoir que les députés allemands votent un plan d'investissements inédit qui pourrait avoir des effets positifs dans toute l'Europe.

L'indice vedette CAC 40 prenait 0,52%, soit 42,18 points à 8.117 points vers 09H45. Lundi, il avait déjà terminé en hausse de 0,57%. Les députés allemands vont se prononcer sur le plan d'investissements géants de Friedrich Merz, un tournant majeur pour le pays qui veut dépenser sans compter pour se réarmer et se moderniser. Le probable futur chancelier s'apprête à enterrer le dogme de l'orthodoxie budgétaire dont il a toujours été un fervent défenseur. "Les investisseurs internationaux, qui ont renforcé leurs positions sur les actions allemandes ces derniers mois, espèrent un coup de fouet sur la politique budgétaire", note Jochen Stanzl, de CMC Markets. Les actions européennes se sont redressées ces dernières semaines à l'annonce de ce plan, qui présage un relâchement de la pression budgétaire en Europe.

AIDÉES PAR WALL STREET ET LA TECH Rebond des Bourses en Asie

Les Bourses asiatiques rebondissaient mardi, dans le sillage d'une progression à Wall Street et aidées par un regain d'enthousiasme sur la tech chinoise, dans des marchés suspendus à la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed). Vers 03H30 GMT à Tokyo, l'indice vedette Nikkei progressait de 1,46% à 37.943 points, et l'indice élargi Topix de 1,44% à 2.787 points. La Bourse de Séoul grimpait de 0,19%, Taïpei de 0,34%. Les marchés asiatiques emboîtaient le pas à la Bourse de New York, qui a bénéficié lundi d'une deuxième séance de rebond technique. La place tokyoïte était par ailleurs tirée par une envolée des titres des maisons de courtage comme Sumitomo (+3,43%) ou Mitsui (+4,31%), après que Berkshire Hathaway, la holding du milliardaire américain Warren Buffett, a annoncé augmenter sa participation dans les géants japonais du secteur. La Banque du Japon, elle, entame mardi une réunion de deux jours, avant une décision de politique monétaire attendue mercredi. Un statu quo est là aussi largement anticipé. La devise japonaise reculait de 0,32% à 149,68 yens pour un dollar, le billet vert se reprenant après son accès de faiblesse de lundi. A Hong Kong vers 03H30 GMT, l'indice Hang Seng montait de 1,88% à 24.598 points. L'indice composite de Shanghai gagnait 0,03% et celui de Shenzhen 0,11% .

"Avec l'accord conclu vendredi entre la CDU/CSU, le SPD et les Verts, l'essentiel du risque" que le plan ne soit pas voté "a été écarté", ont noté des analystes de Deutsche Bank. "Toutefois, il subsiste des sources mineures d'incertitude, allant de la possibilité de députés qui font dissidence à l'absence d'une majorité de deux-tiers à la chambre haute vendredi", ont-ils ajouté. Vers 09H50, le taux d'intérêt de l'emprunt obligataire à dix ans allemand était en légère hausse à 2,84%, contre 2,81% la veille à la clôture. Celui de l'équivalent français était à 3,50% contre 3,48% la veille. Dans le même temps, les mesures économiques portées par Donald Trump depuis le début de son mandat, et en premier lieu les hausses de droits de douane, incitent les investisseurs sur les places américaines à se tourner vers d'autres marchés, notamment européens.

Ces menaces font fuir "les investisseurs qui retirent leurs avoirs de la Bourse américaine pour des contrées plus amicales", estime Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. Les principaux indices américains avaient essuyé d'importantes pertes la semaine précédente. Lundi, la Bourse de New York a fini en hausse modérée, après une deuxième séance consécutive de rebond technique, l'indice élargi S&P 500 gagnant notamment 0,64%. Pour John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud, les investisseurs "observent avec une anxiété croissante l'escalade de la guerre tarifaire de Donald Trump et l'augmentation des licenciements dans l'administration fédérale." La banque centrale américaine, la Fed, annoncera mercredi sa décision sur l'actualisation des taux directeurs améri-

cains. Des taux directeurs à un niveau élevé, comme c'est le cas actuellement, permettent de lutter contre l'inflation, mais cela se fait au détriment de la croissance économique. Les investisseurs s'attendent à ce que la Fed maintienne ses taux inchangés, mais les "signes de tension sont évidents", estime John Plassard. "Les pressions inflationnistes obligeront-elles la Fed à maintenir les taux à un niveau élevé ? Ou bien un ralentissement de la croissance et une hausse du chômage la pousseront-ils à réduire ses taux ?". "Les économistes prévoient deux baisses de taux pour le reste de l'année, les traders en voient trois," a rapporté Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Tout commentaire sur ces questions de la part du président de la Fed, Jerome Powell, sera donc scruté avec attention par les marchés.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 18 Mars 2025 Valeur : 20 Mars 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.0884	133.1034
1	EUR	EURO	145.3192	145.3489
1	GBP	POUND STERLING	172.9319	173.0413
100	JPY	JAPANESE YEN	88.7729	88.8126
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4231	18.4275
1	CHF	SWISS FRANC	151.2196	151.2539
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.1665	93.1966
1	DKK	DANISH KRONE	19.5253	19.5284
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.2312	13.2346
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.6446	12.6499
1	AED	UAE DIRHAM	36.2333	36.2452
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4846	35.4895
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.1052	432.2943
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.8765	43.3074
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7644	13.7660
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.5585	27.6999
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3331	3.3435
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.4401	177.4401

AVANT LES DÉCISIONS DES BANQUES CENTRALES Le dollar perd du terrain

Le dollar perdait du terrain lundi avant une semaine riche en décisions de politique monétaire, y compris aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et au Japon. Vers 19H20 GMT, le billet vert perdait 0,38% face à la monnaie unique européenne, à 1,0923 dollar, et reculait de 0,45% face à la livre, à 1,2994 dollar. Le Dollar Index, qui com-

pare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, lâchait 0,31% à 103,40 points. "Le dollar a progressivement perdu du terrain durant la journée", relève auprès de l'AFP Brad Bechtel, de Jefferies. Les cambistes attendent notamment "la décision du comité de politique monétaire (FOMC)" de la Réserve fédérale américaine

(Fed), "sur les taux d'intérêt qui sera prise mercredi", commentent dans une note les analystes de Monex USA. "Les perspectives de croissance des Etats-Unis suscitent toujours des inquiétudes", estime M. Bechtel, notamment du fait de la guerre commerciale lancée par Donald Trump. La majorité des banques centrales devraient adopter un

"ton prudent" cette semaine, pense Kathleen Brooks, de XTb, "et seule la Banque du Brésil devrait augmenter ses taux d'intérêt" mercredi, "tandis que la Banque nationale suisse devrait réduire" les siens jeudi. Le marché table également sur des statu quo pour la Banque du Japon, qui rendra son verdict mercredi, ainsi que la Banque de

Suède -la Riksbank- et la Banque d'Angleterre (BoE), qui se prononceront jeudi. Côté BoE, "les traders sont désormais convaincus que les deux nouvelles réductions de taux prévues cette année" n'auront lieu qu'en mai et août prochains, et donc une réunion sur deux, de façon régulière, indique Mme Brooks

ENERGIE

La Chine domine le marché mondial de l'éolien

La Chine domine le secteur éolien dans le monde avec quatre fabricants aux premières places de ce marché qui a connu un record d'installations en 2024 pour la deuxième année consécutive, a rapporté lundi le cabinet BloombergNEF.

Sur les dix plus grands fabricants de turbines dans le monde, six sont des industriels chinois dont les quatre premiers, détaille le cabinet dans une étude sur le secteur. Dans le même temps, les fabricants européens et américains sont sortis du top trois, ajoute-t-il. Le plus grand fournisseur mondial d'éoliennes est le chinois Goldwind, avec 19,3 GW de nouvelle capacité ajoutée en 2024, précise-t-il. Il est suivi par ses compatriotes Envision (14,5 GW), Windey (12,5 GW) et Mingyang (12,2 GW). Le danois Vestas est cinquième avec 10 GW. Le marché chinois a représenté l'an dernier 70% des installations dans le monde, selon BloombergNEF. Au total, 121,6



gigawatts (GW) d'éoliennes ont été mis en service en 2024, soit deux fois plus qu'en 2019, selon BNEF. Hors Chine, les installations éoliennes ont reculé de 10% par rapport à 2023. Le marché américain s'est contracté pour la quatrième année consécutive, avec 5,4 GW installés en 2024, soit le plus bas niveau observé en une décennie en raison de délais de livraisons de turbines quasi-doublés, de pénuries de transformateurs et de taux d'intérêt élevés. Dans l'éolien offshore, l'allemand Siemens Gamesa a repris la première place des fournisseurs de turbines, devant Vestas et les industriels chinois pour la première fois depuis 2020.

Les banques centrales donneront-elles une impulsion positive aux investisseurs ?

Les principales banques centrales devraient décider des taux d'intérêt cette semaine, donnant ainsi des indications sur la trajectoire du marché. Les investisseurs se concentreront sur les perspectives de la politique de la Réserve fédérale, qui pourrait intervenir pour soutenir Wall Street. Les principaux indices boursiers mondiaux ont enregistré des pertes hebdomadaires, l'escalade de la guerre commerciale mondiale ayant déclenché un sentiment de fuite des risques. Bien que l'appétit pour le risque se soit quelque peu rétabli après le rebond de vendredi, les investisseurs se concentreront sur les décisions relatives aux taux d'intérêt de la Réserve fédérale (Fed), de la Banque du Japon (BOJ), de la Banque d'Angleterre (BOE), de la Banque nationale suisse (BNS) et de la Banque populaire de Chine (PBOC), qui détermineront la trajectoire du marché cette semaine. Les chances sont maintenant tournées vers la position plus "dovish" (pacifiste, qui a pour objectif la croissance économique) de ces grandes banques centrales. Les droits de douane imposés par Trump et ses efforts pour réduire le déficit américain ont accru les risques d'un ralentissement économique mondial. Une politique monétaire plus accommodante pourrait permettre aux marchés boursiers de rebondir. Typiquement, un "Fed put" (rôle de la banque centrale qui produit une asymétrie positive sur les marchés financiers) pourrait aider Wall Street à sortir d'un territoire de correction.

La Fed maintiendra son taux d'intérêt
La décision de la Fed concernant les taux d'intérêt devrait être l'événement le plus important pour les marchés financiers. La banque de réserve a abaissé ses taux d'un point de pourcentage

pour les ramener entre 4,25 % et 4,5 % en 2024. En janvier, elle a interrompu le cycle d'assouplissement en raison de la résistance du marché du travail et de la rigidité de l'inflation. Selon les prix du marché monétaire, la Fed maintiendra probablement les taux d'intérêt inchangés jusqu'en juin, soit plus tôt que le mois de septembre précédemment prévu. Les droits de douane imposés par Trump ont détérioré les perspectives économiques, alors que des données récentes suggèrent que le moral des consommateurs a chuté à son plus bas niveau depuis deux ans aux États-Unis, sur fond d'inquiétudes concernant l'inflation. En outre, l'indice des prix à la consommation (IPC) a été moins élevé que prévu en février, ce qui plaide également en faveur d'une baisse des taux plus rapide. Bien que la Fed puisse exprimer des inquiétudes quant aux perspectives économiques, elle soulignera probablement la nécessité d'obtenir des preuves supplémentaires d'un refroidissement durable des prix à la consommation. Par conséquent, les orientations de la banque quant à la trajectoire des taux seront un facteur clé pour le sentiment du marché. Une position "dovish" (pacifiste, qui a pour objectif la croissance économique) ou "Fed put", pourrait déclencher un fort rebond des marchés boursiers américains, comme cela s'est produit au cours du premier mandat de Trump. Cela pourrait également affaiblir davantage le dollar américain et faire grimper d'autres devises, en particulier l'euro.

La Banque d'Angleterre pourrait maintenir ses taux
La Banque d'Angleterre devrait maintenir son taux d'intérêt à 4,5 % cette semaine, en raison de la hausse de l'inflation en janvier. Toutefois, les taux swap

montrent que la banque pourrait réduire les taux d'intérêt en mai et en août de cette année, ce qui est plus que ce qui avait été prévu précédemment, alors qu'une seule réduction était anticipée en raison des inquiétudes concernant la croissance au Royaume-Uni. En outre, la nécessité d'augmenter les dépenses de défense en Europe et la réforme fiscale de l'Allemagne ont augmenté les chances que la Banque centrale européenne continue d'assouplir sa politique monétaire, encourageant probablement la BOE à faire de même. La livre sterling a fait un bond par rapport au dollar américain, reflétant la tendance de l'euro à l'optimisme quant à l'augmentation des dépenses publiques. Toutefois, la livre sterling a peut-être été surachetée, ce qui risque d'entraîner une correction à court terme.

La Banque du Japon devrait suspendre ses hausses de taux
La Banque du Japon maintiendra probablement son taux directeur à 0,5 % cette semaine, interrompant ainsi un cycle de hausses qui a débuté en mars de l'année dernière. La BOJ a relevé le taux de dépôt pour la troisième fois en janvier, après les hausses de mars et de juin de l'année dernière. Toutefois, le gouverneur Ueda pourrait exprimer des inquiétudes quant à l'impact économique de taux d'intérêt plus élevés dans un contexte d'incertitudes commerciales mondiales. Le yen japonais s'est envolé car il est considéré comme un actif refuge cette année, tandis que les hausses de taux de la BOJ ont également constitué un facteur haussier. L'inflation japonaise est restée stable en janvier, l'IPC de base s'établissant à 3,2 %. Cependant, cela ne changera pas les attentes de la

banque qui devrait ralentir ses hausses de taux en raison des menaces tarifaires.

La BNS devrait abaisser son taux d'intérêt
La Banque nationale suisse devrait encore réduire ses taux d'intérêt de 25 points de base pour les ramener à 0,25 %, ce qui constituerait une cinquième baisse consécutive depuis mars 2024. La BNS est la première grande banque centrale à entamer un cycle d'assouplissement dans un contexte de refroidissement de la croissance économique. Toutefois, il pourrait s'agir de la dernière baisse de taux dans ce cycle, car il est peu probable que la banque ramène son taux d'intérêt en territoire négatif.

La Chine maintient ses taux inchangés
La Banque populaire de Chine (PBOC) maintiendra probablement ses principaux taux de prêt - les taux préférentiels à 1 an et à 5 ans - inchangés à 3,1 % et 3,6 %. Cependant, on s'attend à ce que Pékin impose de nouvelles politiques de relance dans un contexte de tensions commerciales croissantes avec les États-Unis. Lors de la réunion annuelle du gouvernement au début du mois, Pékin a fixé son objectif de croissance économique à 5 % et a augmenté le niveau du déficit à 4 %, son plus haut niveau depuis trois décennies. La Chine devrait également publier cette semaine des données économiques importantes, notamment la production industrielle, les ventes au détail et les investissements en actifs fixes. Ces données seront des indicateurs essentiels pour guider la trajectoire économique

SKODA KODIAQ RS

Évolution esthétique et performances à la hausse

L'expérience avec la génération précédente a visiblement été concluante, car Skoda propose à nouveau une version RS de son nouveau Kodiaq. Mais vaut-elle vraiment le détour?

Pour ceux qui ne s'en souviendraient pas – nous avons nous-mêmes dû chercher loin – un petit rappel s'impose: le précédent Skoda Kodiaq avait aussi droit à une variante RS. À l'origine, cette variante était équipée d'un 2 litres Diesel, mais ce TDI de 240 ch avait été remplacé lors du restylage par un 2.0 TSI. Pourtant, avec 245 ch, ce moteur suralimenté à essence n'était pas franchement plus puissant que son prédécesseur. Ni même significativement meilleur en termes de conduite. Et même moins généreux en couple. Il correspondait simplement mieux à l'air du temps, sans plus ni moins. Autant dire que cette transition vers l'essence nous avait laissé un peu frustrés, les attentes légitimes qu'implique un badge RS n'étant que partiellement satisfaites, rendant de surcroît difficilement justifiable le surcoût demandé. Cette fois, Skoda a-t-il trouvé la recette idéale dès le premier coup?

Design Skoda Kodiaq RS

Le changement ne viendra clairement pas de l'esthétique. Là encore, il faut y regarder à deux fois pour distinguer la version RS d'un Kodiaq Sportline classique. Les indices sont toutefois présents: plusieurs accents noirs sur les rétros, sur la calandre, sur les barres de toit, sur le montant D et enfin sur le monogramme sur le hayon. Ou plus simplement, vous pouvez repérer les badges RS sur la calandre et à l'arrière. L'ambiance sportive est complétée par de grandes jantes de 20", des étriers de frein rouges et des sorties d'échappement chromées visibles sous le bouclier arrière. Mais ces éléments restent avant tout esthétiques et ne transforment pas le Kodiaq en véritable athlète.

Habitacle Skoda Kodiaq RS

À l'intérieur, la même approche est conservée. Certes, les sièges baquets et les surpiqures rouges apportent une touche sportive, mais dans l'ensemble, la Kodiaq RS reste avant tout... une Kodiaq. Ce qui n'a rien de péjoratif en soi: en tant que version haut de gamme, elle bénéficie d'un équipement de série très généreux. Citons par exemple le système audio Canton ou encore les phares LED matriciels. Les options supplémentaires se limitent à une sellerie en similicuir plus élégante et quelques finitions distinctives. Malgré un manque de sportivité accrue, cette version offre donc un excellent rapport équipement/prix.

Spécifications et performances Skoda Kodiaq RS

Comme l'ancienne Kodiaq RS avait repris le moteur de l'Octavia RS de l'époque, la version actuelle hérite du même moteur que l'Octavia RS restylée. Le célèbre bloc «EA888» a toutefois bénéficié de quelques améliorations: nouveaux revêtements de pistons, joint de vilebrequin revu, carter modifié, collecteur d'échappement redessiné et un nouveau système d'allumage. Le but recherché étant de réduire les frictions internes. Résultat: un 4-cylindres plus effi-



cace, avec 20 ch supplémentaires. Le moteur EA888 sous le capot a été légèrement modernisé, offrant 20 chevaux supplémentaires. Sur la Kodiaq, le 2.0 litres développe ainsi 265 ch et 400 Nm (contre 370 Nm pour l'Octavia RS). Grâce à la transmission intégrale – un privilège du Kodiaq – le SUV accélère de 0 à 100 km/h en 6,3 s, soit un dixième de seconde plus vite que l'Octavia à cinq portes. Par rapport à la génération précédente, le gain est de 0,2 s. Totalement insignifiant, donc... Mais en pratique, cette nouvelle Kodiaq RS semble nettement plus dynamique. Son rugissement à l'accéléra-

tion est en effet bien plus convaincant qu'auparavant. Alors que la précédente génération utilisait un son artificiel diffusé dans les haut-parleurs, cette fois-ci, un échappement avec chambre de résonance génère une sonorité grave et authentique qui mérite des éloges.

Conduite et confort Skoda Kodiaq RS

Autre point notable: les amortisseurs adaptatifs parviennent à contenir efficacement le roulis de cette imposante machine de plus de 1,8 tonne. L'ajout d'une deuxième soupape permet d'ajuster indépendamment la

compression et la détente, offrant ainsi une plus grande amplitude entre les différents modes de conduite.

En mode Sport, le comportement routier s'améliore nettement, tandis qu'en mode Confort, le RS absorbe les irrégularités de la route avec douceur. Une belle synthèse, donc...

Si vous espériez que la Kodiaq RS puisse, comme l'Octavia éventuellement s'aventurer sur circuit, vous serez en l'occurrence déçus car malgré les évolutions, il reste difficile de maîtriser correctement un véhicule aussi imposant et lourd à haute vitesse. La masse importante est aussi la raison pour laquelle la version sept places est équipée de série d'étriers de frein à deux pistons, contre un seul pour la version cinq places. Ce modèle sept places bénéficie également d'une capacité de remorquage augmentée, passant de 2 à 2,5 tonnes. Un poids supplémentaire qui, une fois en mouvement, exige une puissance de freinage à la hauteur.

Prix Skoda Kodiaq RS

Si nous avons été désagréablement surpris par le fait que l'ancienne Kodiaq RS dépassait allègrement les 60.000 €, nous sommes plus indulgents cette fois avec le prix de départ actuel. Avec un tarif de 64.900 euros, l'augmentation reste modérée, surtout compte tenu de l'équipement de série très complet.

Toutefois, ce prix place ce modèle hors de portée de nombreux acheteurs particuliers. D'un autre côté, son coût fiscal élevé limite son intérêt pour une diffusion sur le marché fleet, sauf pour les passionnés de la gamme RS.

Verdict Skoda Kodiaq RS

Bien qu'elle soit plus puissante et plus sonore, la plus sportive des Kodiaq n'est pas devenue pour autant une vraie RS. Sa garde au sol trop élevée, sa masse et ses compromis l'en empêchent. Il s'agit plutôt d'un RS light, capable d'alterner entre vitesse soutenue sur l'Autobahn et conduite dynamique sur route sinueuse, tout en offrant un confort haut de gamme et un espace intérieur gigantesque. Alors, pourquoi pas ?

OpenAI plaide pour régulation minimale sur l'IA aux US

Soumise récemment dans le cadre du futur "plan d'action IA" de l'administration Trump, la proposition d'OpenAI recommande d'aller vite, mais avec une régulation allégée.

L'arrivée de Donald Trump à la présidence des États-Unis a été marquée par la suppression de plusieurs décisions ou réglementations de son prédécesseur. C'est le cas en matière d'IA où Joe Biden avait signé un executive order en 2023 sur ce sujet. La nouvelle administration repart donc d'une feuille blanche et a soumis son futur "plan d'action sur l'IA" à commentaires. Dans sa contribution à la consultation gouvernementale, OpenAI soutient que la régulation fédérale (plus libérale) doit prévaloir sur les cadres plus restrictifs adoptés par certains États (comme en Californie). De plus, l'entreprise dirigée par Sam Altman alerte sur les efforts de régulation de l'IA en Chine, qu'elle considère comme un défi pour les développeurs américains, et propose que les États-Unis adoptent un modèle similaire, fondé sur une coopération étroite entre le gouvernement et les entreprises d'IA. La société a recommandé au gouvernement de collaborer avec le secteur privé pour éviter que des règles trop strictes ne désavantagent les entreprises américaines d'IA face à la Chine. Dans son rapport de 15 pages, il propose de créer un espace d'expérimentation pour les start-ups, où elles bénéficieraient de protections juridiques et seraient exemptées de certaines réglementations sur la sécurité des modèles d'IA avancés. Par ailleurs, le fournisseur souhaite obtenir des informations classifiées et des outils de threat intelligence sur les menaces potentielles pour mieux gérer les risques liés à la sécurité nationale. Dans une note de bas de page, il est rappelé que ces modifications nécessitent l'approbation du Congrès : "La préemption fédérale sur les lois étatiques existantes ou potentielles nécessitera un acte du Congrès".

Un accès aux contenus sous copyright et une limitation des exportations

La contribution précise qu'OpenAI souhaite s'entraîner sur des données proté-



gées par le droit d'auteur. Un moyen pour la société d'éviter les procès des ayants droits réclamant leur dû. Là encore, elle met en avant le risque d'être en retard par rapport à la Chine. L'administration semble entériner la doctrine du fair use, en permettant aux entreprises américaines d'avoir des exemptions dans l'usage des données pour entraîner leurs modèles d'IA. Parmi les autres points soulevés par le fournisseur de LLM, il milite pour un soutien à l'innovation en IA en collaborant avec les entreprises de toutes tailles. Cela implique des tests dans des zones sécurisées et une coopération pour protéger la sécurité nationale tout en évitant des réglementations trop strictes.

Il est aussi proposé de limiter l'exportation des technologies d'IA vers la Chine, tout en soutenant le développement des systèmes compatibles avec les valeurs démocratiques. Enfin, il est essentiel de moderniser les processus gouvernementaux pour intégrer l'IA rapidement, notamment en renforçant la cybersécurité

de ces outils et en facilitant les expérimentations dans les agences fédérales.

Des propositions dans le sens de la Maison Blanche

L'analyste senior de Forrester, Alla Valente, estime que la plateforme cherche avant tout à dire « ce que tout le monde veut entendre ». Selon elle, l'entreprise s'aligne clairement sur les attentes de la Maison Blanche : « Si vous êtes développeur, nous voulons que vous innoviez en toute liberté et que vous vous débarrassiez de toutes ces réglementations étagées encombrantes. » D'autres analystes partagent cet avis et soulignent que les réglementations des États sur l'IA sont susceptibles d'être plus rigoureuses, en particulier en ce qui concerne la protection des droits, de la vie privée et de la sécurité. Du point de vue des entreprises IT, la proposition d'OpenAI pourrait être intéressante car elle simplifierait les réglementations à suivre et éviterait les contradictions entre diffé-

rentes lois. Toutefois, de nombreux DSI de grands comptes doivent déjà gérer des règles de conformité sur l'IA, notamment en Australie, dans l'UE, au Royaume-Uni, au Canada et au Japon, où certaines sont contradictoires. Malgré la déclaration d'OpenAI soulignant la simplicité, « cela pourrait créer plus de complexité. La véritable simplicité serait une coopération mondiale », ajoute Alla Valente.

Par ailleurs, Reece Hayden, analyste principal de l'IA chez ABI Research, a salué l'approche d'OpenAI sur les enjeux d'infrastructure, notamment la modernisation des réseaux énergétiques américains, souvent négligée au profit des questions d'efficacité et de sécurité. Dave Schubmehl, vice-président de la recherche chez IDC, reste néanmoins sceptique sur la portée de cette initiative. Selon lui, « la réglementation de l'IA au niveau de l'État est probablement une évidence », mais il reconnaît « qu'OpenAI tente de centraliser la réglementation. »

Brèves

Flash Gemini 2.0 supprime des filigranes

La semaine dernière, Google a étendu l'accès à la fonction de génération d'images de son modèle Flash Gemini 2.0. Une fonctionnalité puissante qui a servi à des utilisateurs pour gommer tous types de filigranes, intégrant copyrights et sources des droits d'auteurs. Comme l'ont fait remarquer plusieurs utilisateurs de X et de Reddit, Gemini 2.0 Flash ne se contente cependant pas de supprimer les

filigranes, mais aussi de combler les "trous" créés par ces effacements en reconstituant les pixels manquants.

Google va travailler avec Mediatek sur ses TPU

Selon The Information, Google serait en discussion avancée avec la firme Taïwanaise pour concevoir les prochains TPU (tensor process unit). Habituellement, la firme de

Mountain View collaborait exclusivement avec Broadcom pour ses puces IA. Les liens ne sont pas rompus assure le média américain, mais le fournisseur américain cherche probablement à étoffer son catalogue de partenaires. Il a présenté l'année dernière la 6ème génération de ses TPU baptisée Trilium.

Baidu lance le modèle Ernie X1

La société chinoise renforce sa présence dans

l'IA avec le lancement de deux modèles. Parmi eux, Ernie X1, un modèle de raisonnement destiné à rivaliser avec le DeepSeek R1, se distingue par ses capacités avancées de compréhension et planification, tout en étant proposé à un prix moitié moins cher que son concurrent.

Ernie X1 est également le premier modèle autonome de "pensée profonde", capable d'utiliser des outils de manière indépendante. En outre, Baidu a dévoilé Ernie 4.5, un modèle multimodal amélioré visant à concurrencer le GPT-4 d'OpenAI.

Mots fléchés

Loyale- ment	↓	Épluche	↓	Frois- serons	↓	Choisis	↓	Fils de Noé	↓	Maison du peuple	↓	Anneaux	↓
Fin du monde		Fils d'Agamemnon		Prénom féminin				Suite de feuil- letons		Traverse Berne	→	de cordage Conductrice de solipèdes	
	→	↓		↓				↓		Accablantes		↓	
Perturbation atmosphé- rique	→					Spectateurs	→			↓			
Trôner						Ce genre regroupe les insectes lépidoptères							
	→					↓				S'adresse à Dieu	→		
Elle transmet la maladie du sommeil Chanson populaire	→							Mécréantes	→				
	→		Teinture du rouge au cuvré	→						Train francilien	→		
			Trinitrines	↓				Couper le chef	↓	Gros maillets			Membrane de l'oeil
Adora	→							Devant l'avocat	→		Commune normande	→	↓
Cérium								Marche			Gnôle		
	→		Surface agricole		Prénom anglais	Elargi	→	↓			↓	Colle	
Il est calme en Corée	→	↓		↓		Action de comprimer	→					↓	
Esplanade						Suc de raisin cuit	↓						
	→					↓		Arbre à rameaux flexibles	→				
								Île indoné- sienne	↓				
Gaz rare	→				Prévi- sible	→							Coûteux
Astate					Empêtrées	↓							↓
	→		Pascal		Escrimeur	→						Station de sports d'hiver (2000)	
Dorénavant Mohamed Ali	→	Pieu	↓							Loi contre le tabagisme et l'alcoolisme	→	↓	
	→	Lépro- serie											
		↓			Établis- sement technique		Mer au large de la Bretagne	Sacrifi- catoires		Située chez le notaire	→		
Nouveau disque			Maison religieuse	→	↓		↓	↓			Futur officier	→	
	→										Rôtissoire		
			Purifiée	→							↓	Article	→
			Publie							Museau des suidés		Démodées	
Radio locale de l'île de la Réunion	→	↓			Eructation	→				↓		↓	
Demi									Fine fleur de froment	→			
	→				D'un gris foncé	→			Thymus de l'agneau Petite sainte	→			Dénudés
Abjurés	→								↓			↓	
Tanière								Couteau	→				Sélénium
	→							Seaborgium	↓				↓
					L'Estonie	→					Roulés	→	
Crochets de boucher	→						Taure	→					

MÉTaux PRÉCIEUX

L'or à plus de 3.000 dollars l'once

Le prix de l'or battait de nouveaux records mardi franchissant la barre de 3.000 dollars l'once, propulsé par les droits de douane décrétés par Etats Unis et les contre-mesures annoncées par les pays concernés.
L'or au comptant gagnait 0,2 %, atteignant 3.008,08 dollars l'once.
Les contrats à terme sur l'or américain ont gagné 0,4 % à 3.017,60 dollars.
L'or est considéré comme un investissement sûr en période de troubles économiques et géopolitiques.
Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant a augmenté de 0,2% à 33,89 dollars l'once et le platine a augmenté de 0,5 % à 1004,65 dollars.
Le palladium a également augmenté de 0,5% à 969,6 dollars

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 19 mars 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



EL-MENIAA

500 millions de DA alloués pour améliorer le réseau d'électricité durant l'été

Une enveloppe de 500 millions de DA a été allouée pour améliorer le réseau d'électricité dans la wilaya d'El-Meniaa, en prévision de la saison estivale, a indiqué mardi un communiqué de la direction locale de distribution relevant de la société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).
Ce programme de développement prévoit la réalisation, le renforcement et la rénovation du réseau, ainsi que l'installation de régulateurs de courant à travers les communes de la wilaya, a-t-on précisé.
En outre, la direction de distribution a mobilisé ses services techniques pour assurer l'entretien et la maintenance du réseau dans le cadre d'un plan annuel ciblant 633 transformateurs électriques, 545 km du réseau de basse tension (BT) et 1.045 km du réseau de haute tension (HT), a ajouté la même source.
Ces opérations s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à améliorer le service public destiné aux clients de l'entreprise dans la wilaya, notamment durant l'été, période marquée par une augmentation de la consommation électrique, a conclu le communiqué.

EXPORTATION DE GAZ

Un contrat inédit en cours

Les négociations entre l'Algérie et l'Irak progressent rapidement en vue de finaliser un important contrat d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). Selon la plateforme spécialisée « Attaqa » basée à Washington, un accord devrait être officialisé d'ici deux mois. Permettant ainsi aux deux pays d'initier une coopération énergétique inédite. Cette transaction, qui prévoit des livraisons dès que les infrastructures irakiennes seront prêtes, pourrait marquer un tournant stratégique pour Bagdad dans sa quête de nouvelles sources d'approvisionnement énergétique. Avec l'arrêt des livraisons de gaz iranien depuis novembre 2024, l'Irak subit une pression énergétique sans précédent. La coupure brutale de cet approvisionnement a entraîné une perte de 10 000 MW par jour dans le réseau électrique du pays, mettant en péril son alimentation en électricité, notamment en prévision des fortes chaleurs estivales.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Signature d'une convention entre la tutelle et les constructeurs automobiles

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a supervisé, mardi, la cérémonie de signature d'un protocole d'accord entre le ministère de l'Industrie et les constructeurs automobiles en Algérie.
Dans son allocution, Sifi Ghrieb a souligné que cet accord constitue « une étape cruciale dans la mise en œuvre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à établir une véritable industrie automobile dans notre pays, reposant sur des bases solides et durables, et avec un taux d'intégration significatif ».
Ce protocole d'accord vise à atteindre des objectifs stratégiques, notamment :
Renforcer l'intégration locale en permettant aux constructeurs automobiles locaux de s'appuyer sur des produits locaux et de réduire les importations de composants. Assurer

le respect des clauses du cahier des charges, en particulier les articles 12, 13 et 14, qui imposent une augmentation progressive du taux d'intégration locale.
Développer la filière des pièces détachées, en créant un environnement favorable aux fabricants de composants et d'accessoires, leur permettant de s'insérer dans l'écosystème de production national et international. L'objectif est d'instaurer des synergies efficaces entre les constructeurs de véhicules et les fabricants de pièces détachées afin d'approvisionner le marché avec des produits de haute qualité répondant aux normes techniques requises.
« Nous sommes convaincus que le développement d'une industrie automobile locale performante passe par le renforcement des synergies entre les différents acteurs du secteur, la mise en place d'un cadre incitatif clair et un

climat d'investissement attractif, fondé sur le partenariat entre les secteurs public et privé », a ajouté le ministre.
Dans cette optique, le ministère de l'Industrie accompagnera les fabricants dans leurs efforts pour structurer les chaînes d'approvisionnement, faciliter les procédures administratives et garantir la conformité technique.
Le ministre a reconnu l'existence de contraintes majeures entravant le développement du secteur, mais il s'est montré optimiste quant à la capacité des acteurs de l'industrie à les surmonter.
« Grâce à une mobilisation collective et un travail conjoint et soutenu, nous parviendrons à concrétiser nos ambitions et à bâtir une industrie nationale forte, capable d'assurer l'autosuffisance et de renforcer la compétitivité de notre économie », a-t-il conclu.

AGRICULTURE

Augmentation des périmètres irrigués à trois millions d'hectares

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a annoncé un plan visant à augmenter la superficie totale des terres agricoles irriguées en Algérie à trois millions d'hectares dans les prochaines années.
Le ministre a souligné que la superficie irriguée actuelle

s'élève à 2,1 millions d'hectares, et que l'objectif est d'atteindre le nombre ciblé dans le cadre du programme national lancé par le président Abdelmadjid Tebboune.
Le ministre a souligné que son secteur cherche à connecter les périmètres aux usines de traitement des eaux usées, ce qui contribuerait à

l'irrigation des cultures agricoles. Le ministre a noté que l'État a déployé des efforts importants pour soutenir le secteur agricole, notamment en fournissant de l'électricité et de l'eau aux exploitations agricoles, dans le but de développer la production, notamment dans les domaines des céréales, des oléagineux

et des légumes secs, qui sont des cultures stratégiques pour assurer la sécurité alimentaire. Concernant le soutien aux éleveurs de bovins laitiers, le ministre a rassuré les agriculteurs et les associations concernées que leurs cotisations impayées de l'année dernière seront réglées avant fin mai 2025.

BRAHIM BOUGHALI

«L'expérience algérienne dans la lutte contre le terrorisme, un modèle à suivre»

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a affirmé, ce mardi, que l'expérience algérienne en matière de lutte contre le terrorisme constitue un modèle de référence dans la lutte contre ce fléau.
Lors de son allocution à l'occasion de l'ouverture d'une journée d'étude intitulée « L'approche algérienne dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé : expériences et réussites », Boughali a souligné que l'Algérie a réussi, grâce aux sacrifices de son peuple et

aux décisions éclairées de sa direction, à vaincre le terrorisme. Et ce, en dépit de l'absence de soutien international à l'époque, faisant ainsi de son expérience une référence aux niveaux régional et international.
Il a précisé que la lutte contre le terrorisme ne se limite pas uniquement à l'aspect sécuritaire, mais exige également l'éradication des idées extrémistes, la promotion d'un discours religieux modéré et la consolidation des valeurs de tolérance.
Évoquant la lutte contre le crime orga-

nisé, le président de l'APN a mis en garde contre la gravité de ce phénomène, qui est désormais étroitement lié au terrorisme. Il a insisté sur le fait que l'Algérie a durci sa législation pour combattre des crimes tels que la traite des êtres humains, le trafic de migrants et le blanchiment d'argent.
Dans cette optique, il a mis en avant les efforts du pays pour renforcer la coopération régionale et internationale, notamment à travers son soutien aux agences africaines spécialisées dans la sécurité.

Le président de la chambre basse du Parlement a également rappelé les initiatives du président de la République, qui a lancé, en tant que coordinateur du mécanisme de l'Union africaine pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, une ambitieuse initiative visant à soutenir les efforts internationaux, en particulier dans la région du Sahel et du Sahara. Une démarche qui s'inscrit dans une volonté de consolider l'action africaine commune pour faire face efficacement à ces défis.